

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le machinisme dans la conjoncture économique, par M. Georges De Leener. —
Chronique : L'évolution économique du Japon. La conférence internationale du
sucre à Londres. Le marché des céréales en mai 1937. — Statistiques.

LE MACHINISME DANS LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

par M. Georges De Leener,

Professeur à l'Université de Bruxelles.

Jadis, la question du machinisme ne prenait place dans les études économiques que dans la mesure de ses rapports avec le sort des ouvriers. Il s'agissait de la question des machines envisagée sous le seul angle de leurs effets sur la main-d'œuvre. Elles avaient été communément accusées d'exproprier les ouvriers de leur travail. Les économistes répondaient de façon péremptoire à ce reproche par les compensations qui s'en suivaient dans l'intérêt des travailleurs lors même que certains d'entre eux étaient, par le fait du machinisme, évincés de leurs activités professionnelles. Sans remonter plus haut qu'aux ouvrages classiques de P. LEROY-BEAULIEU, on constatera qu'à son sens toute la question des machines se bornait à des considérations de cet ordre (1). Dans des ouvrages plus récents, tels que ceux de F.-W. TAUSSIG (2), c'est à peine si quelques lignes sont consacrées au machinisme sans que soient même rencontrées les objections dont était née antérieurement la question des machines, tant il est vrai que celle-ci semblait ne plus se poser à l'attention. Dans les milieux ouvriers, la raison avait fini par l'emporter sur le préjugé. L'ancienne hostilité contre les machines avait désarmé. On n'aurait plus pu concevoir des faits comme ceux du conseil des prud'hommes de Lyon, faisant brûler le siège de Jacquart, l'inventeur du célèbre métier ou de

Jacquart lui-même courant trois fois le risque d'être tué.

Depuis la guerre, la question du machinisme a reconquis une incontestable priorité. Des études nouvelles lui furent consacrées en grand nombre. Des accusations sévères furent portées contre les machines pour leur influence sur l'aggravation de la crise. D'un autre point de vue, leurs effets sur la dignité et sur la qualification du travail ouvrier ont fait l'objet d'analyses diverses et en partie contradictoires. Enfin, l'attention s'est portée sur la place qui revient au développement du machinisme dans l'emploi des revenus et dans l'accroissement du capital en rapport avec diverses vicissitudes du milieu économique.

* * *

Nous ne nous attarderons guère aux considérations dont la machine a été l'objet au point de vue de ses influences sur le travail ouvrier. De fréquents propos ont repris à ce sujet des thèmes coutumiers de RUSKIN et de WILLIAM MORRIS selon lesquels la machine abaisserait l'ouvrier en même temps qu'elle dégraderait le produit de son travail. On sait avec quelle science personnelle et avec quelle persuasion un ouvrier français, H. DUBREUIL, a réhabilité à ces multiples points de vue le machinisme même le plus développé tel qu'il est pratiqué aux États-Unis (3). Aussi bien dans les controverses dont le machinisme est

(1) PAUL LEROY-BEAULIEU, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, Paris, Alcan, 1905, 4^e édition, tome I^{er}, chapitre VI, pp. 372 et suiv.

(2) F.-W. TAUSSIG, *Principles of economics*, New-York, The Macmillan Company, 1911.

(3) H. DUBREUIL, *Standards, Le travail américain vu par un ouvrier français*, Paris, Bernard Grasset, 1929.

l'objet, la question de ses influences sur le produit du travail et sur la dignité humaine de l'ouvrier est-elle passée depuis quelques années tout à fait à l'arrière-plan. D'autres sujets de préoccupations infiniment plus graves en raison de leur actualité ont retenu et retiennent encore l'attention dans la matière des relations entre le machinisme et les vicissitudes économiques des temps présents. Il n'aurait pu en être autrement dans une conjoncture qui avait été précédée d'un développement de l'outillage sans exemple dans l'histoire du monde et qui se caractérisa par les misères du chômage ouvrier et par un excédent considérable de la capacité de production relativement aux possibilités d'absorption du marché. Un rapport de cause à effet en fut bientôt déduit. L'expression de chômage technologique fut innovée. Sa considération conduisit à des conclusions en faveur du raccourcissement obligatoire de la durée hebdomadaire du travail. De nouveaux réquisitoires furent dressés contre la machine. Pour mettre fin à ses effets ou pour les atténuer, on parla de « trêve des inventions ».

Sans doute n'est-il donc pas superflu pour la clarté des débats de tenter de dégager quelques faits essentiels et de présenter quelques observations sur les conditions et sur les effets du développement du machinisme actuel.

* * *

On est accoutumé de présenter la machine sous ses aspects de substitut au travail humain. Des chiffres frappant l'imagination sont produits pour montrer que telle ou telle machine permet de remplacer le travail de cent, de deux cents, de cinq cents hommes ou davantage encore. D'autres chiffres ne méritent pas moins de retenir l'attention. Leur importance prime peut-être celle des premiers. Ils concernent les nombres d'êtres humains auxquels la machine a procuré un travail rémunérateur en valant la richesse à beaucoup d'entre eux.

On constate dans tous les pays que, depuis un demi-siècle, l'accroissement du nombre de personnes gagnant leur vie par le travail fut plus grand que celui de l'ensemble de la population. L'expérience d'aucun pays n'est plus intéressante à ce sujet que celle des Etats-Unis puisque nulle part ailleurs le développement du machinisme ne fut aussi rapide. Or, aux Etats-Unis, durant la période d'essor le plus intense des machines, c'est-à-dire de 1870 à 1930, la proportion des travailleurs par rapport au total de la population s'est élevée de 32,4 à 39,8 p. c. (4).

En 1870, plus de la moitié du total de la population active était occupée dans des professions relevant de l'agriculture. Ces mêmes professions n'en occupaient plus que 22 p. c. en 1930. Durant la même période, la proportion des ouvriers occupés dans les industries manufacturières et mécaniques s'est accrue de

(4) *National Industrial Conference Board Studies. Machinery, employment and purchasing power.* New-York, National Industrial Conference Board, 1936, p. 44.

21,1 p. c. à 28,9 p. c. D'autre part, en 1930, sur l'ensemble des personnes gagnant leur vie, il n'y en avait que 53 p. c. employées dans la production des biens, tandis que 47 p. c. prêtaient leurs services aux entreprises de commerce, de transport, etc. En 1870, leurs proportions respectives étaient de 76 et de 24 p. c. (5). Ce déplacement extraordinaire ne fut possible que grâce au concours du machinisme et de la technique en général. L'auteur de l'étude à laquelle nous empruntons ces chiffres ajoute avec raison que pendant cette période de mécanisation la plus intense s'étendant de 1870 à 1930, les occasions d'occupations se sont multipliées, la durée du travail a été raccourcie, les prestations réclamées de la main-d'œuvre ont été allégées, l'efficacité de la production a été accrue, les biens mis à la disposition de la population ont crû dans une énorme proportion et un relèvement général du niveau de vie s'est manifesté.

Ces quelques chiffres font apparaître la variété d'aspects sous lesquels se présentent les effets du développement du machinisme sur l'ensemble de la structure sociale et économique. Considérés dans leurs conséquences particulières, ils révèlent des situations dont l'intérêt, sinon l'avantage, sont trop souvent méconnus. Il s'agit notamment des effets des nouvelles industries qui se sont développées sous l'influence d'inventions récentes. Le nombre d'ouvriers salariés occupés aux Etats-Unis dans dix-huit catégories d'industries qui ont été créées depuis 1879 s'élevait en 1929 à 1.123.314 sur un total de 8.838.743 travailleurs salariés occupés dans le total des industries manufacturières du pays. Il en est plus de 328.000 qui étaient employés dans les seules nouvelles industries de la construction de l'outillage électrique et de ses accessoires. Si quelque trêve des inventions avait été mise à exécution en 1879, c'est autant d'ouvriers auxquels les nouvelles industries n'eussent pas procuré d'occupation. Il est probable aussi que certains travailleurs n'eussent pas été délogés de leurs emplois dans des fonctions disparues sous l'influence de la technique. L'essentiel est que si des suppressions d'emploi ont résulté de celle-ci, son essor fut accompagné d'un accroissement énorme des possibilités d'occupation. Il est vrai que les secondes peuvent ne pas s'être toujours présentées dans les mêmes champs d'activité où les premières avaient sévi. De là, des difficultés ou des souffrances individuelles dont la réalité est certaine. Il n'en reste pas moins que, dans son ensemble, le développement de la technique a ouvert à la main-d'œuvre beaucoup plus de champs de travail rémunérateurs qu'il ne l'a privée d'emplois. D'ailleurs nombreux sont les exemples de métiers ou d'industries dans lesquels l'introduction des machines ou leur multiplication ont été cause dans leur sein même d'un véritable foisonnement des emplois pour la main-d'œuvre, sans que celle-ci n'en ait subi aucune expropriation. Nous pourrions citer, parmi cent, l'exemple de l'industrie du livre et de toutes ses branches con-

(5) *Id.*, p. 45.

nexes. Des machines de toute espèce y ont été introduites avec une capacité de production considérable qui a amplifié dans la même proportion la productivité de chaque travailleur. Il n'empêche que les effectifs ouvriers dans toutes les branches de l'imprimerie n'ont pour ainsi dire cessé de s'accroître constamment. L'explication de ce fait réside dans la très grande extensibilité témoignée par les débouchés de tous les produits d'impression. Les nouvelles machines n'ont pas eu pour conséquence seulement de rendre le travail de l'ouvrier plus productif et plus rapide. Elles ont aussi eu pour effet de permettre l'obtention de produits infiniment plus variés et plus attrayants grâce notamment aux reproductions en noir ou en couleurs de toutes espèces de dessins, photographies et documents quelconques.

Nous nous attarderons au cas des industries du livre parce qu'il est caractéristique des rapports existant entre les effets du machinisme et l'élasticité de la demande des produits à la fabrication desquels il concourt. Il s'y agit d'articles dont la consommation s'est montrée susceptible d'accroissements aussi rapides que prodigieux sous la forme d'achats de journaux de plus en plus volumineux, de livres de tous prix, de publications illustrées de tous genres et de magazines des plus divers. Nous y ajouterons encore tous les moyens de publicité réalisés par des travaux d'imprimerie : affiches, catalogues, circulaires, etc. La très grande élasticité de la demande de ces multiples produits de l'industrie du livre explique que les progrès de la technique et le développement du machinisme aient été accompagnés de l'emploi d'un personnel ouvrier de plus en plus nombreux. Ainsi apparaissent les rapports entre certains effets du machinisme, d'une part, et l'élasticité de la demande des produits dans la fabrication desquels il intervient. Ils font comprendre que les conséquences du machinisme soient fort inégales dans les diverses catégories de production distinguées en particulier. Au total, le machinisme crée de l'emploi ; mais il n'en est pas nécessairement ainsi séparément dans chaque branche d'activité. Là où la consommation ne témoigne pas d'une élasticité équivalente à l'accroissement de la productivité des ouvriers travaillant aux machines, des suppressions d'emploi deviendront inévitables, encore qu'elles soient plus que compensées dans les nouvelles occasions d'emplois dues par ailleurs aux effets du développement général du machinisme.

* * *

Des considérations plus particulières doivent s'attacher aux rapports entre le machinisme et le déroulement de la conjoncture économique dans toutes ses péripéties. La surproduction dont elles s'accompagnent dans les périodes de crises est accentuée sous l'influence de développement du machinisme. Dans les phases de prospérité, la hausse des prix de vente, l'avantage d'une plus large marge de profits, l'élargissement des débouchés, tout concourt à provoquer un accroissement rapide de la production. L'insuffi-

sance de main-d'œuvre qualifiée, même dans les pays où un grand nombre de chômeurs sont encore privés de tout travail, est corrigée par des perfectionnements apportés à l'outillage existant et par l'installation de nouvelles machines à gros rendement. Quand viendra le renversement de la conjoncture générale, le réajustement de la production s'avérera plus difficile que si son accroissement n'avait été le fait que de l'activité productrice de la main-d'œuvre. Si cette dernière était seule intervenue dans l'augmentation de la production, celle-ci n'aurait pas tôt ou tard révélé un aussi grand écart entre la production ou la capacité de celle-ci, d'une part, et les possibilités immédiates de vente, d'autre part. D'un autre côté, quand la conjoncture est accompagnée d'une baisse plus ou moins profonde des prix de vente, plus de possibilité de réajustement des prix de revient se présente du côté du coût de la main-d'œuvre par des économies sur celle-ci, par des réajustements de salaires rendus d'autant plus faciles si une baisse du coût de la vie se manifeste, etc., que du côté de charges fixes, financières ou autres, grevant l'outillage. Il n'est conséquemment pas douteux que le développement du machinisme sous lequel se présentent l'accroissement de l'outillage et l'immobilisation du capital fixe soient parmi les causes tendant à rendre de plus en plus graves à chacun de leurs renouvellements, les crises périodiques.

En dehors de la conjoncture commune, des vicissitudes propres sont souvent le lot de productions particulières. Dans leur cas aussi, les influences du machinisme méritent d'être considérées spécialement. Il est de fait que les progrès techniques auxquels se rattachent les extensions du machinisme n'obéissent pas dans toutes les industries à un même rythme. Là où celui-ci est plus rapide, l'excès de production se manifesterait par défaut d'accroissements suffisants dans la production des autres articles pour que l'échange avec ceux-ci fournisse un débouché suffisant aux premiers. En réalité, la question est même plus complexe. Elle concerne les conditions optima de la production et de l'échange. Dans un état idéal, on pourrait concevoir que les progrès de la technique et les développements du machinisme se répartissent entre toutes les productions proportionnellement au plus ou moins d'élasticité affectant la demande de leurs produits respectifs. Dans ces conditions, il n'arriverait jamais que le machinisme soit cause de surproduction particulière et d'une crise consécutive dans telle ou telle industrie. Les circonstances de la réalité sont très différentes. Les changements survenant dans la technique sont souvent soudains et discordants. L'élasticité de la demande varie selon les lieux et selon les temps. Dans certains cas, elle s'accroît beaucoup par l'effet de la propagande commerciale et d'une action adéquate dans la distribution. Dans d'autres cas, elle paraît réfractaire à toute influence de cet ordre.

On pourrait retenir de ces considérations que les effets perturbateurs produits par le machinisme sont

autant la conséquence de l'insuffisance de son développement dans certaines branches d'activité que de son essor dans d'autres. Cet excès ne se manifesterait pas si précisément de telles insuffisances ne se présentaient pas par ailleurs. La conclusion qui ressort de cette observation semble friser le paradoxe; elle n'en est cependant pas moins de stricte conformité avec la réalité. Elle consiste dans le fait que, par défaut de développement ou d'intensification du machinisme dans certaines industries, des incohérences faussent les possibilités des échanges et des débouchés. Il en résulte des situations fâcheuses notamment pour les ouvriers, que la disproportionnalité entre l'accroissement de production dû aux machines et l'extension de débouchés expose au chômage. On voit ainsi que celui-ci, loin d'apparaître comme la conséquence fatale du développement du machinisme, est dû au contraire, au moins en partie, à la carence des transformations techniques de certaines industries.

Revenant aux effets du machinisme sur le sort des travailleurs manuels, nous ajouterons, dans le même ordre d'idées, qu'ils peuvent souffrir dans certaines circonstances beaucoup plus du manque d'applications des machines que de la généralisation de cet emploi. A première vue, cette affirmation pourra aussi surprendre. Son bien-fondé n'en sera pas moins évident pour qui voudra bien considérer les effets produits par la machine sur l'abaissement des coûts de production. Des industries végètent parfois à raison de l'insuffisance de débouchés. Que surviennent des renouvellements de leur technique avec l'introduction de machines permettant de produire à beaucoup moindre prix et de gagner une vaste clientèle et voici que s'ouvre une ère de prospérité dont les ouvriers ne tarderont pas à avoir leur part sous la forme de meilleurs salaires et de multiplication de leurs possibilités d'emplois. A la faveur de pareilles circonstances, il arrivera même que dans un temps de conjoncture générale de crise, des industries particulières bénéficient de conditions exceptionnelles de prospérité ou qu'elles manifestent tout au moins un essor faisant contraste avec l'état de dépression de l'ensemble des affaires.

On voit par là combien est variée la relation entre les conjonctures économiques et l'existence du machinisme. Pour compléter ces observations tendant à établir le fait de la différenciation des effets des machines selon la diversité des conditions, il nous reste à insister sur la nécessité de la considération des différences dues au plus ou moins d'immuabilité dans les emplois de mêmes machines. Il est des machines qui ne sont susceptibles d'emploi qu'à une seule fin étroitement déterminée. D'autres se prêtent à des interventions dans des fabrications de produits fort différents. A cette seconde catégorie appartiennent notamment certaines espèces de machines-outils, de telle sorte que des usines dont elles constituent l'outillage sont en état en temps de crise de chercher un dérivatif à celle-ci en changeant de fabrication. Il va

de soi que cette souplesse dans l'emploi de l'outillage atténue largement les effets d'aggravation des crises dus à l'immobilisation du capital dans l'outillage industriel.

* * *

Cet aperçu des multiples aspects de la question du machinisme et de certains côtés même assez insoupçonnés des effets des machines resterait fort incomplet s'il ne comprenait, tout au moins, l'indication des problèmes théoriques posés à leur propos en rapport avec l'analyse des conditions d'accroissement de la production ainsi que de son rendement.

Aux Etats-Unis, de 1899 à 1929, les ouvriers des industries manufacturières passèrent de 4.712.763 à 8.838.743. On peut donc dire que leur nombre fut presque doublé. Dans le même temps, la mécanisation, pour autant qu'elle puisse être mesurée par le nombre de chevaux-vapeur représentant la puissance installée dans les usines des mêmes industries, apparaît comme ayant plus que quadruplé, ce nombre de chevaux-vapeur étant passé de 9.960.980 à 42.931.061. Il représentait près de 5 chevaux-vapeur par ouvrier en 1929 contre 2,11 en 1899. A défaut de cette intervention de la mécanisation des mêmes industries, leur production n'eut pas atteint son niveau actuel. Son augmentation totale fut de 216 p. c. Par ouvrier, elle équivaut à 68 p. c. Dans le même temps, la population des Etats-Unis avait augmenté de 62 p. c. (6).

A effectifs ouvriers constants, une très grande augmentation de l'outillage est donc nécessaire pour obtenir une beaucoup moindre augmentation de la production, puisque celle-ci ne fut que de 68 p. c. par ouvrier, tandis que la puissance installée en chevaux vapeur avait augmenté de 130 p. c. par ouvrier. L'importance de ces quelques chiffres est considérable. Ils montrent que sans l'augmentation de capital fixe à laquelle correspond l'accroissement d'outillage, la production augmenterait moins que le nombre de travailleurs qui s'y emploient. La même conclusion se dégage en termes précis des théories des salaires dans lesquelles le taux de la rémunération du travail est étudié en rapport avec le capital ainsi qu'avec leurs variations de productivités marginales respectives (7). En se basant sur le *Census of Manufactures* du Massachusetts où ce recensement offre le mérite exceptionnel d'être opéré chaque année, PAUL-H. DOUGLAS a fait ressortir que pour 1 p. c. d'accroissement de la quantité de travail engagée dans la production, une réduction de sa productivité marginale de 26/100 p. c. de sa productivité se manifesterait, en supposant, bien entendu, que toutes autres choses restassent égales. Compte tenu de l'élasticité de la demande de travail, le même auteur conclut qu'une augmentation de 1 p. c. des salaires tendrait à causer une diminution de 3,85 p. c. dans

(6) Cf. *National Industrial Conference Board Studies*, op. cit., pp. 48 et suiv.

(7) Cf. PAUL-H. DOUGLAS, *The Theory of Wages*, New-York, Macmillan Co., 1934.

cette demande, tandis qu'une augmentation semblable du taux de l'intérêt ne tendrait à déterminer qu'une diminution de 1,35 p. c. dans la quantité de capital demandée (8). De telles considérations ajoutent toute leur pertinence à nos observations sur le rôle inéluctable du développement du machinisme industriel sous peine de graves régressions, dont les ouvriers seraient les premiers à souffrir à la fois par le fait de réductions de salaires et par celui de la diminution du volume de leur emploi. La même méthode appliquée aux résultats des recensements industriels dans la Nouvelle-Galles du Sud a conduit à la conclusion que dans le cas de l'industrie de ce pays et dans l'hypothèse où toutes autres choses resteraient constantes, une hausse de salaires de 1 p. c. ou une augmentation de 1 p. c. du taux d'intérêt seraient suivies respectivement d'une diminution de 2,86 p. c.

(8) Cf. PAUL-H. DOUGLAS, *The Theory of Wages*, op. cit., p. 160.

dans la demande de travail ou de 1,54 p. c. dans celle du capital (9). Ces différences s'expliquent par la nature des industries et par les conditions de rendement qui sont distinctes dans le Massachusetts et dans la Nouvelle-Galles du Sud.

* * *

Nous pensons avoir mis en lumière dans ces quelques colonnes la très grande variété des aspects de la question des machines. Nous retiendrons aussi que les appréciations portées à son sujet ne peuvent être contenues dans les termes de quelques formules sommaires. Le rôle de la machine dans le système économique dépend de la conjoncture autant qu'il réagit sur celle-ci. Par l'ensemble de ces réactions, la dispute du machinisme touche étroitement au tréfonds des plus gros problèmes des théories économiques.

(9) Cf. PAUL-H. DOUGLAS, *The Theory of Wages*, op. cit., p. 172.

CHRONIQUE

L'évolution économique du Japon. — Au cours de ces dernières années, la production minière, industrielle et agricole au Japon a augmenté considérablement et l'on estime qu'ensemble elle a atteint en 1936 une valeur de 16 milliards de yens, soit le double de ce qu'elle était évaluée en 1931, année de crise, et de 31 p. c. supérieure à ce qu'elle fut en 1929, avant la dépression économique.

C'est un magnifique effort.

La caractéristique dominante de l'évolution actuelle est le changement d'équilibre entre les industries lourdes et les autres. En 1914, la part prise dans le total de la production industrielle par les industries lourdes était de 12 p. c. environ. En 1926, elle était passée à 14 p. c., puis à 17,5 p. c. en 1931 et à 30 p. c. en 1936. L'industrie textile, par contre, ne représente plus que 30 p. c. de la production totale alors qu'avant la guerre, elle comptait pour la moitié.

Cette modification tient en partie à ce que le Gouvernement japonais, désireux de rendre le pays capable de suffire à tous ses besoins, s'est engagé dans une politique d'extension de la production métallurgique. C'est pourquoi, tout en continuant son appui aux grandes sociétés sidérurgiques, il encourage les petites entreprises métallurgiques indépendantes à construire des hauts fourneaux et pousse à l'exploitation des mines de fer déjà connues et à la prospection de nouveaux champs.

S'il faut en croire certaines informations, on compte en haut lieu arriver d'ici deux ou trois ans à produire environ six millions de tonnes d'acier. Si l'on tient compte que les besoins de l'Empire japonais plus le Mandchoukouo atteignent environ trois millions de tonnes seulement, on aperçoit qu'avant peu le Japon devra écouler sur des marchés étrangers l'excédent de ses produits métallurgiques. C'est tout d'abord dans les pays de l'Amérique du Sud que les Japonais espèrent trouver un débouché. Certaines missions auraient déjà été envoyées au Brésil, au Mexique et au Chili pour y étudier la construction de voies ferrées.

En même temps qu'il développe son industrie lourde, le Japon s'efforce d'augmenter le nombre d'ateliers de construction mécanique et métallique afin de fabriquer les machines qui sont actuellement encore importées en grandes quantités. On ne pense pas cependant que d'ici assez longtemps le Japon puisse fabriquer toutes les machines dont ses industries en voie d'expansion ont besoin.

Cette expansion industrielle pose deux problèmes : tout d'abord l'approvisionnement en matières pre-

mières, ensuite l'écoulement de l'excédent de production sur la consommation intérieure.

L'approvisionnement se fait assez aisément, encore que le Japon ne trouve pas dans ses ressources naturelles tous les produits en quantités nécessaires.

En 1931, environ 30 p. c. des matières premières indispensables aux industries étaient importés. Ce pourcentage est passé à 33 p. c. en 1936. Nous empruntons au *Financial News* le tableau suivant, dans lequel sont reproduites les évaluations faites pour 1931 et 1936 des quantités de matières premières importées par rapport aux quantités totales mises en œuvre par l'industrie, c'est-à-dire l'insuffisance, en pour-cent, de matières premières :

	1931	1936
Charbon	4,4 %	7,3 %
Acier	10,6 %	presque plus
Fonte	27,5 %	30,0 %
Minerais de fer	71,3 %	76,0 %
Mitraille	Beaucoup	48,0 %
Cuivre	1,1 %	40,9 %
Aluminium	100,0 %	70,0 %
Plomb	Beaucoup	92,1 %
Étain	Beaucoup	70,8 %
Zinc	Beaucoup	71,1 %
Huiles minérales	88,5 %	92,6 %
Matières premières chimiques	Très peu	Presque pas
Coton brut	98,0 %	98,0 %
Laine	95,0 %	95,0 %
Caoutchouc	100,0 %	100,0 %
Peaux et cuirs	Beaucoup	Beaucoup
Tous besoins de matières premières industrielles	29,4 %	33,5 %

Cette déficience de matières premières n'a pas constitué un très grand obstacle, jusqu'à présent, à la rapide expansion industrielle du Japon. Ce n'est pas le seul pays du reste qui se trouve dans cette situation et nous ne devons pas chercher loin pour trouver des exemples de nations presque dépourvues de ressources naturelles et qui occupent une place importante parmi les pays industriels. Le Japon, au surplus, trouve chez lui tout ce qui lui est nécessaire en produits alimentaires, ce qui constitue déjà un avantage appréciable.

Néanmoins, les dirigeants japonais s'efforcent de s'affranchir le plus possible de la dépendance de l'étranger pour leurs approvisionnements de fer et de carburant notamment. Aussi des tentatives sont-elles faites pour accroître la production d'huiles lourdes et d'essence de synthèse. Le Japon consomme actuellement environ 3 millions de tonnes de pétrole par an et n'en trouve que 300.000 tonnes dans ses champs pétrolifères. Si l'on y ajoute presque 150.000 tonnes extraites à Formose et dans les exploitations concé-

dées par les Soviets au Japon dans l'île de Sakhaline, il reste un défaut de 2.500.000 tonnes. Aussi pousse-t-on activement — dans le souci de se suffire en cas de guerre — les expériences de distillation de schistes bitumineux de Mandchourie et d'hydrogénation de la houille. Les grandes firmes Mitsui et Mitsubishi travaillent à produire de grandes quantités de pétrole par le procédé de la liquéfaction du charbon et l'on estime qu'elles pourront bientôt apporter une contribution importante à l'approvisionnement japonais.

L'autre problème, celui de la vente à l'étranger des produits qui ne sont pas absorbés par le marché intérieur, est aussi l'objet de la plus attentive sollicitude gouvernementale. Aussi constate-t-on qu'en dépit des conditions qui lui sont faites au dehors, le commerce japonais ne cesse de s'accroître. L'année 1936, qui paraissait devoir être mauvaise en raison des mesures prises aux États-Unis et dans divers autres pays pour enrayer les importations japonaises de tissus de coton, de soie et de rayonne, a été très satisfaisante. Le total des exportations s'est élevé à 2.797 millions de yens contre 2.499 millions en 1935 et 1.971 millions en 1933. Et si l'année s'est clôturée par un léger déficit de 131 millions de yens, cet écart est dû à de très gros achats de coton brut effectués en prévision d'une hausse des prix.

Notons en passant, pour caractériser le commerce nippon, que le Japon exporte cinq fois plus qu'il n'importe de produits finis et importe seize fois plus de matières premières qu'il n'en exporte.

La répartition en 1936 par continents du commerce japonais s'établit comme suit: Asie, 50,4 p. c.; Europe, 12,4 p. c.; Amérique du Nord, 22 p. c.; Amérique centrale, 1,5 p. c.; Amérique du Sud, 2,6 p. c.; Afrique, 7,5 p. c.; Océanie, 3,6 p. c.

En ce qui concerne la Belgique, les importations japonaises, qui représentaient 0,23 p. c. du total des marchandises de toutes provenances entrées dans le pays en 1930, sont passées à 0,43 p. c. en 1935 et à 0,52 p. c. en 1936.

Au Congo belge, la part du Japon dans l'ensemble des importations ne représentait, en valeur, que 1,46 p. c. encore en 1932. Elle a passé, depuis, à 5,66 p. c. en 1933, à 9,98 p. c. en 1934 et à 12,92 p. c. en 1935. Cette année-là, les importations japonaises égalaient presque les importations anglaises au Congo. Ce sont surtout les tissus de coton qui constituent la grande masse de ces importations, mais d'autres produits japonais, vendus très bon marché, trouvent de nouvelles couches d'acheteurs. C'est ainsi que grâce au prix très bas de certains types de chaussures importées du Japon, l'emploi de celles-ci commence à se répandre parmi les indigènes.

Jusqu'ores cette concurrence atteint surtout l'importation allemande, pour la quincaillerie à bon marché, par exemple, et l'importation anglaise, pour les cotons imprimés de moindre prix. Les articles importés par l'industrie belge ne sont guère concurrencés et l'on signale que depuis le relèvement des salaires, l'indi-

gène préfère le tissu de bonne qualité au produit japonais, qui s'use plus vite. En outre, l'introduction des produits à bon marché des Japonais a soutenu l'indigène et la production congolaise pendant la crise en permettant de maintenir les frais de production à un niveau très bas.

La recherche de matières premières autant que la recherche de débouchés pour ses produits finis et l'augmentation de sa population incitent le Japon à chercher à s'étendre au delà de ses frontières. L'occupation du Mandchoukouo depuis 1931, motivée par un acte de sabotage commis par des Chinois sur la ligne japonaise du chemin de fer sud-mandchourien, est une phase de cet effort. Le Japon caressait, semble-t-il, l'idée de faire du Mandchoukouo une colonie de peuplement. Il a commencé déjà à y installer des industries, des hôpitaux, des écoles et à pratiquer une politique d'immigration. En outre, il a écarté les Européens des concessions de pétrole.

Le moment pour cette extension paraissait bien choisi: la Chine était divisée par une guerre civile, la Russie semblait peu disposée à intervenir énergiquement pour défendre ses intérêts dans le nord du Mandchoukouo et l'attention de la Grande-Bretagne et des États-Unis se trouvait absorbée par la situation internationale et par la crise économique.

Mais si le calcul des Japonais pouvait paraître exact d'un point de vue politique immédiat, il s'avéra faux d'un point de vue économique. L'immigration japonaise au Mandchoukouo paraît avoir été assez décevante. Tout d'abord, les Chinois avaient, depuis une génération, pris les devants et environ 25 millions de paysans immigrés s'étaient implantés en Mandchourie. La présence de ces Chinois, très laborieux et agriculteurs capables, beaucoup plus nombreux que les colons japonais et extrêmement attachés à leur sol, a rendu la colonisation très difficile. En outre, le climat trop dur n'est pas favorable aux Japonais. D'autre part, le Mandchoukouo s'est avéré, économiquement, une charge pour le Japon plutôt qu'un appoint car cette occupation par la force d'un territoire chinois — outre son coût élevé — a fait perdre au Japon en partie le bénéfice d'un commerce important avec les 400 millions de Chinois qui se trouvent de l'autre côté de la Grande Muraille.

Il n'est pas étonnant dès lors de voir le revirement qui s'opère actuellement dans les sphères politiques japonaises. Elles semblent vouloir freiner et même, dit la presse anglaise, souhaiter la conclusion d'un accord avec la Chine et paraissent vouloir y arriver par l'entremise de l'Angleterre.

Un tel accord ne peut toutefois se concevoir sans l'adhésion des puissances dont les intérêts en Extrême-Orient restent très considérables. De plus, on a fait remarquer en Angleterre qu'il paraît peu probable d'obtenir que la Chine cesse son boycottage des produits japonais avant que le Japon n'ait renoncé à ses prétentions politiques sur le Mandchoukouo. On indique, dans les mêmes milieux, qu'une

renonciation à ces prétentions ne serait pas de nature à diminuer le prestige japonais et qu'il y a d'autres exemples d'une semblable modification d'attitude : les traités britanniques avec l'Irak et l'Égypte et le traité français avec la Syrie. La modification peut du reste s'opérer par étapes et l'on pourrait par exemple admettre que le statut du Mandchéoukouo soit révisé par un collège international, à des intervalles fixés.

On semble croire en Angleterre qu'une attitude semblable rendrait au Japon l'amitié de la Chine. Aussi bien, fait-on remarquer, le Japon a-t-il déjà fait une concession à peu près semblable lorsque, à la Conférence de Washington, en 1921-1922, il a non seulement abandonné la province chinoise de Shantung, mais aussi l'ex-territoire allemand de Kia-Chao.

Le bénéfice de ce geste serait pour le Japon d'avoir retrouvé en Chine de larges marchés pour son exportation. De plus, en ramenant le calme en Extrême-Orient, il rendrait possible l'émission d'un emprunt international destiné à remettre la Chine dans la voie d'un redressement économique.

À côté du problème économique, le problème financier serait considérablement allégé. Les finances publiques du Japon ne sont pas en bon état. Les dépenses, et surtout les dépenses militaires, se sont accrues dans une proportion trop considérable pour les ressources. Il faut parer au déficit et la dévaluation du yen n'a apporté qu'un soulagement temporaire.

Tout cela n'est pas sans préoccuper les nombreux amis que le Japon compte en Europe.

La Conférence internationale du sucre à Londres.

— Le sucre fut sans doute le premier produit faisant l'objet d'accords internationaux pour le contrôle de la production.

La Conférence du sucre, inaugurée à Londres, le 5 avril dernier, constitue la manifestation la plus récente de cette politique d'économie dirigée internationale. Elle a été précédée de plusieurs autres efforts analogues, dont les plus notoires furent la Convention de Bruxelles en 1902 et le plan Chadbourne en 1931.

La nécessité de procéder à une nouvelle réglementation témoigne du fait que jusqu'à présent le problème du sucre n'a pas encore trouvé de solution.

Avec le blé, la viande, le café, le coton, le caoutchouc et le bois, le sucre est un des plus importants marchés agricoles mondiaux. D'après F.-O. Licht, la production mondiale de sucre s'est élevée en 1935-1936 à 26.700.000 tonnes métriques de sucre brut.

Le sucre est extrait de deux plantes : la canne à sucre et la betterave à sucre. Leur culture s'est répandue dans plus de cinquante pays répartis dans les cinq continents. Les principaux producteurs sont les suivants :

I. *Sucre de canne* : Cuba, Indes britanniques, Formose et Japon, îles Sandwich, îles Philippines, Brésil, Porto Rico et Java.

II. *Sucre de betteraves* : U. R. S. S., États-Unis d'Amérique, Allemagne, France et Tchécoslovaquie.

Vers 1914, le sucre de canne représentait 50 p. c. de la production mondiale. Actuellement, ce pourcentage a été porté à 65 p. c.

Principalement à cause du rendement en sucre par unité de surface et de la main-d'œuvre à bon marché, le prix de revient du sucre de canne est sensiblement moins élevé que celui du sucre de betterave. Le niveau de production de celui-ci n'est maintenu que grâce au soutien accordé, sous diverses formes, par les Gouvernements intéressés.

Environ 90 p. c. des exportations nettes proviennent de pays producteurs de sucre de canne. Pour la plupart de ceux-ci, le marché intérieur ne constitue qu'un faible débouché. Parmi les pays qui ont une exportation nette, citons pour le sucre de canne : Cuba, Java, les colonies britanniques, les îles Philippines et Sandwich, Porto Rico, Saint-Dominique et le Pérou ; et pour le sucre de betteraves : la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'U. R. S. S.

Cités par ordre d'importance, les principaux pays importateurs de sucre sont : les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, le Canada, la Chine, les Indes britanniques, la Suisse, le Maroc français, le Mandchéoukouo et la Chine.

Environ 50 p. c. du trafic international du sucre sont dirigés vers les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni. Notons encore que les importations du Mandchéoukouo ont sensiblement augmenté ces dernières années, tandis que celles des Indes britanniques et de la Chine ont fortement diminué. Ces deux pays constituaient le principal débouché de la production javanaise. Grâce surtout à une application très suivie des progrès de la technique agricole, le sucre javanais peut être exporté à un prix extrêmement bas, mais il ne dispose pas, comme beaucoup de ses concurrents, d'un marché privilégié.

D'année en année, en raison de la politique protectionniste adoptée par les principaux pays consommateurs, les besoins du marché libre mondial du sucre ont diminué. En 1929-1930, ce marché absorbait environ 6 millions de tonnes de sucre. Cette capacité était descendue à environ 3.300.000 tonnes en 1933-1934 au moment où précisément l'application du plan Chadbourne était la plus scrupuleuse. Ceux qui avaient adhéré au plan en ont fait les frais. Il s'est révélé vain d'espérer de l'intervention de quelques producteurs une influence effective et durable sur la production d'une marchandise telle que le sucre, fabriquée dans tant de pays. Cette intervention est d'autant plus inefficace que, parmi les pays importateurs, il en est qui stimulent la production par diverses mesures protectionnistes.

C'est par ces considérations qu'il faut expliquer l'insuccès des accords conclus à Paris en 1927 et à Bruxelles en 1931.

Ce dernier accord prit fin en 1935. Les restrictions

que s'étaient imposées les signataires du plan Chadbourne ont certes enrayé la surproduction, mais pas dans la mesure que laissaient espérer les sacrifices. Nous donnons ci-dessous un tableau de la production de sucre brut des pays adhérents et non adhérents au plan Chadbourne pour les saisons 1930-1931 à 1935-1936.

Production mondiale de sucre.

(D'après les statistiques de F.-O. Licht et de Willett et Gray.)

CAMPAGNE	Pays ayant adhéré au plan Chadbourne	Autres pays	Total
(En tonnes métriques)			
1930-1931	11.642.000	17.071.000	28.713.000
1931-1932	9.085.000	17.513.000	26.598.000
1932-1933	7.594.000	17.727.000	25.321.000
1933-1934	6.805.000	19.602.000	26.407.000
1934-1935	6.802.000	19.299.000	26.101.000
1935-1936	6.620.000	21.217.000	27.837.000

Signalons en particulier la production de Java qui était au début et à la fin de cette période respectivement de 2.973.000 tonnes et 488.000 tonnes, tandis que celle de l'Empire britannique s'est accrue au cours de cette même période de 5.267.000 tonnes à 8.739.000 tonnes. On conçoit que les pays producteurs, qui avaient ainsi cédé du terrain à d'autres, étaient désireux, leur engagement terminé, de reprendre leur liberté d'action. Dorénavant, il appartenait à ceux qui avaient neutralisé les efforts des exportateurs de prendre l'initiative d'une nouvelle réglementation internationale.

Les yeux étaient tournés vers la Grande-Bretagne.

Des négociations avaient été entamées à Londres à la Conférence économique et monétaire de 1933, et à une « Conférence préliminaire du sucre » en mars 1934. Finalement, en 1937, lorsque les circonstances parurent suffisamment favorables, la Société des Nations invita les Gouvernements de tous les pays intéressés à participer à une nouvelle conférence du sucre dans la capitale métropolitaine de l'Empire britannique.

Avant de procéder à l'examen des chances de succès de cette conférence, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant où sont renseignées les statistiques mondiales de production, de consommation et les stocks pour les huit dernières campagnes. Les chiffres sont arrondis et basés sur les données publiées par F.-O. Licht. A ce tableau a été adjoint le prix moyen annuel du sucre brut 96°, en shillings par Cwt, cif Royaume-Uni, libre de droit, d'après Messrs C. Czamikow Ltd. Ces moyennes sont celles des années civiles. Le prix pour l'année 1930 a été mis en regard de la campagne 1929-1930 et ainsi de suite.

Production, consommation et stocks mondiaux de sucre.

Prix du sucre à Londres.

(En tonnes métriques — valeur sucre brut.)

CAMPAGNE	Production	Consommation	Stocks au 31 août	Prix moyen
1912-1913	18.200.000	17.450.000	—	9 sh. 9
1929-1930	26.400.000	25.200.000	8.880.000	6 sh. 7
1930-1931	27.950.000	26.100.000	10.740.000	6 sh. 4
1931-1932	25.100.000	25.100.000	10.900.000	5 sh. 9 ½
1932-1933	23.100.000	24.300.000	9.890.000	5 sh. 3
1933-1934	24.600.000	24.900.000	9.470.000	4 sh. 9
1934-1935	24.800.000	26.000.000	8.130.000	4 sh. 8
1935-1936	27.000.000	28.300.000	7.350.000	4 sh. 9
1936-1937 (1) ...	28.400.000	28.350.000	7.170.000	—

(1) Estimation.

Dans son discours inaugural, le Très Honorable J.-Ramsay Macdonald, président de la Conférence, estima que la première mesure en faveur de l'industrie sucrière doit être dans le sens d'une plus grande stabilité. Il proposa les moyens suivants pour obtenir un équilibre raisonnable entre la production et la consommation :

1° Abstention de la part des pays qui n'exportent pas sur le marché libre, de toutes mesures qui puissent diminuer la capacité d'absorption de celui-ci, ou l'empêcher de l'étendre;

2° Réglementation des exportations des pays fournisseurs sur le marché libre afin de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande;

3° Lorsque le cours du sucre sur le marché libre aura atteint un niveau économique, éviter que les prix intérieurs ne soient haussés de façon à entraver le développement de la consommation du sucre.

Ce programme est beaucoup plus compréhensif que ne l'était celui des conférences antérieures.

Reprenons-le point par point.

1° Nous avons constaté plus haut que les restrictions que s'impose un groupe d'exportateurs peuvent constituer pour d'autres fabricants l'occasion d'accroître leur production. Il est donc indispensable que l'on obtienne de ces fabricants qu'ils prennent un engagement comme celui suggéré par M. Ramsay Macdonald. Cet engagement doit être pris par les pays producteurs qui pourvoient entièrement ou partiellement aux besoins de leur marché intérieur ou qui exportent à destination d'un marché préférentiel. Dans cette catégorie figurent les principaux pays suivants :

a) Pays importateurs : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Canada, Chine, Suisse, Indes britanniques, Finlande et Pays-Bas;

b) Pays pouvant exporter à destination d'un marché préférentiel : Dominions et colonies britanniques, colonies des Etats-Unis, Cuba, colonies françaises, portugaises et néerlandaises.

Tous ces pays ont participé à la Conférence, à l'exception de la Suisse et de la Finlande. Ils ont

marqué leur accord au sujet des conclusions de la Conférence, sauf le Canada.

2° Au début de la Conférence, le Comité de Statistique évalua les besoins du marché libre pour l'année 1936-1937 à 3.170.000 tonnes métriques, valeur en sucre brut. Un accord est intervenu sur la base d'une exportation de 3.622.500 tonnes à répartir comme suit :

Allemagne	120.000 tonnes.
Belgique et Congo belge	20.000 »
Brésil	60.000 »
Cuba	940.000 »
République Dominicaine	400.000 »
Haïti	32.500 »
Hongrie	40.000 »
Pays-Bas (y compris les territoires d'outre-mer)	1.050.000 »
Portugal (y compris le Mozambique)	30.000 »
Pérou	330.000 »
Pologne	120.000 »
Tchécoslovaquie	250.000 »
U. R. S. S. (à l'exclusion des exportations à destination de la Mongolie, de Tanatuva et de Sui-Kuig)	230.000 »

Total : 3.622.500 tonnes.

Tous les pays bénéficiaires de ces contingents sont parties contractantes de l'accord intervenu. Les pourparlers qui ont abouti à cette entente ont-ils eu pour résultat de porter le total des exportations à un chiffre trop élevé? La carence de statistiques internationales exactes ne permet pas de porter un jugement à ce sujet. Mais on peut croire que les parties intéressées se sont rendu compte du danger qu'il y aurait à exagérer le contingent global.

3° L'accord à ratifier par les divers Gouvernements est destiné à rester en vigueur pendant une période de cinq ans. Il recommande des dégrèvements fiscaux et des mesures de propagande en vue d'accroître la consommation du sucre, surtout dans les pays où celle-ci est faible. Si la réglementation élaborée par la Conférence de Londres est le meilleur remède pratique d'application immédiate, il en est un autre, économiquement plus sain, mais à effet plus tardif : l'augmentation de la consommation, qui peut en effet donner à l'industrie sucrière de nouveaux débouchés importants. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer la consommation de sucre par tête d'habitant de quelques pays.

En conclusion, on peut dire que l'expérience acquise a été mise à profit. L'accord de Londres diffère surtout de ceux conclus antérieurement : 1° par un plus grand nombre d'adhérents parmi les principaux pays exportateurs et aussi importateurs de sucre; 2° une formule de réglementation tenant mieux compte des divers éléments du problème.

Aussi la nouvelle tentative de coopération internationale semble avoir de meilleures possibilités de succès.

Consommation de sucre par tête d'habitant en 1935-1936.

PAYS	Kilogrammes de sucre consommé
Danemark.....	55,9
Suède.....	48,8
Grande-Bretagne.....	47,8
Etats-Unis d'Amérique.....	43,0
Canada.....	40,2
Suisse.....	38,1
Belgique.....	30,8
France.....	25,1
Allemagne.....	23,4
Indes britanniques.....	14,7
U. R. S. S.....	13,6
Japon, Formose, Corée.....	11,2
Pologne.....	10,9
Italie.....	7,9
Chine.....	2,0

Marché des céréales en mai 1937. — Si l'importance des prévisions en matière de rendements de récoltes retient l'attention cette fois plus que dans les années précédentes, il faut sans aucun doute l'attribuer à la modicité qu'aura fin juillet le *carry-over* à l'expiration conventionnelle de la campagne 1936-1937.

C'est pourquoi dans la période critique que la croissance du blé a traversée au cours du mois de mai, les marchés ont subi des assauts qui les ont fait pencher dans les deux sens, tantôt au gré des vents de sable et tantôt au gré de pluies bienfaisantes aux Etats-Unis et au Canada.

La situation se présente comme suit :

Aux Etats-Unis, la zone des blés d'hiver, du côté sud-ouest, souffre de la sécheresse; ce qui n'empêche que, dans son ensemble, la production sera ce qu'en fait croire le Rapport de Washington qui, le 10 mai, maintenait ses estimations du mois précédent. La récolte est à considérer comme assurée; déjà, la coupe a commencé dans les régions les plus hâtives et s'étendra dans une quinzaine de jours aux centres importants, les premières étant d'une productivité moindre.

Pour les blés de printemps, l'insuffisance de réserves d'eau du sol, due à une série d'années de sécheresse, donne des inquiétudes que n'atténue qu'en partie une superficie ensemencée de 23.000.000 d'acres, en augmentation de 2.000.000 sur l'année dernière.

Au Canada, situation comparable en ce qui concerne le déficit d'humidité du sous-sol au point que des pluies qui se prolongeraient jusqu'au moment proche de la moisson seraient les bienvenues. Pourra-t-on y compter en été?

Les Etats-Unis redeviendront donc probablement pays d'exportation car la consommation intérieure est l'équivalent des 17.780.000 tonnes de leur récolte en blé d'hiver; de sorte que cette capacité d'exportation dépendra de la récolte du blé de printemps.

En Europe, belles perspectives en Roumanie et Bulgarie, tandis qu'il y aurait réduction à prévoir de 10 à 15 p. c. en Yougoslavie.

En Russie, perspectives très favorables tant pour les blés d'hiver que de printemps; ces derniers sur-

tout pourraient être appelés à contrebalancer les moindres apports des Etats-Unis et du Canada.

En Europe occidentale, les dégâts occasionnés par l'excès d'humidité font croire à des rendements moyens, sauf à admettre une amélioration grâce au réchauffement de la température et à la continuation de journées ensoleillées.

Les marchés : A l'approche de la fin de la campagne, les blés de mélange (principalement les Plata et les Australie) se défendent mieux que les blés de force. D'un côté, le Canada a poursuivi sa politique de liquidation avant fin juillet de ses stocks et, d'un autre côté, l'Argentine n'avait plus, mi-mai, qu'un surplus exportable de 700.000 tonnes.

Or, il y a plus que jamais à tenir compte de la contribution aux débouchés que lui apportent ses voisins.

D'ailleurs, le mouvement maritime des exportations de céréales est, à cet égard, remarquable non seulement pour le blé, mais encore pour le maïs Plata. Les expéditions, de la dernière semaine du mois, pour ce dernier article, ont comporté un total de 165.000 T., dont 61.000 tonnes pour l'Europe et 104.000 tonnes pour d'autres continents dont l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). De même, le Natal a fait des expéditions de maïs au Canada.

Les taux de fret se sont ressentis favorablement de cette demande inaccoutumée en atteignant récemment

les plus hauts cours cotés de l'année : 39/6 à 40/9 de San Lorenzo et 41/6 de Santa-Fé à destination des Etats-Unis et Canada en comparaison de 31/6 à 32/3 pour le Royaume-Uni.

Dans leur ensemble, les marchés ont penché vers l'optimisme concernant les perspectives de récolte; ce que traduit une diminution de valeur marchande dont rend compte le tableau suivant de la Bourse d'Anvers.

Tableau comparatif des prix du froment à Anvers.

	30 avril 1937	31 mai 1937
Manitoba N° 2 Atlantique chargé	\$ 5,43 ou Fr. 160,70	\$ 5,26 ou Fr. 156,05
Kansas N° 2 du Golfe embarquement 15-31 juillet ...	\$ 5,26 ou Fr. 155,60	\$ 5,10 ou Fr. 151,30
Id. août	\$ 5,19 ou Fr. 153,50	\$ 5,03 ou Fr. 149,20
Rosafe 80 kilos	156,—	159,—
Bahia 80 kilos	155,50	156,—
Australie disponible	156,50	156,—
Australie chargé-flottant ...	151,50	155,75

STOCKS A ANVERS	15 mai 1937	31 mai 1937
Blé	56.359	65.077
Orges	18.906	18.339
Maïs	10.965	11.181
Avoines	1.119	1.458
Seigle	1.215	1.365
Graines de lin	395	1.418
Tonnes...	88.959	98.838

BOURSE DE BRUXELLES

MARCHE DES CHANGES.

Le marché de l'or à Londres s'est à nouveau trouvé ces jours-ci en présence d'offres considérables de métal, destiné en majeure partie au marché de New-York, partant, à être converti en dollars. L'ampleur de ce nouvel afflux de métal a provoqué cette fois encore, de nombreux commentaires en ce qui concerne l'attitude possible des autorités monétaires anglaises et américaines à l'égard du problème de l'or. Celles-ci ont été amenées, pour calmer les craintes qu'éprouvaient leurs marchés, à déclarer que rien dans la politique suivie par les fonds d'égalisation ne justifiait l'anxiété qui se manifestait. Ces déclarations ont amené une certaine détente et le volume des transactions a décru sensiblement au cours de ces dernières journées.

Les cours pratiqués à Londres pour obtenir des dollars contre or se sont trouvés en disparité telle avec le prix du change sur New-York par ailleurs, qu'il a été possible pendant quarante-huit heures d'expédier de l'or à Bruxelles pour s'y ravitailler en dollars, alors que le belga était au point de sortie de l'or vers New-York. L'on a coté belgas 5,9455 le 3 juin et belgas 5,93 7/8 le 4 juin. Des quantités importantes de change ont été traitées à ce moment. Actuellement, le cours se trouve à belgas 5,93 1/8, par conséquent en deçà du point d'exportation.

La livre sterling, qui valait belgas 29,32 il y a quinze jours, a fléchi au cours des derniers jours du mois de mai, jusqu'à belgas 29,24 3/8, puis s'est fixée autour de belgas 29,28. Le franc français a dû céder un peu de terrain. Il vaut en ce moment belgas 26,39, venant de belgas 26,59. Le florin cote belgas 326 1/8, niveau correspondant, à peu de chose près, à celui auquel il se trouvait il y a deux semaines. Il s'est élevé au milieu de la quinzaine jusqu'à belgas 326,72 1/2. Comme précédemment, le franc suisse a pivoté autour de belgas 135,50. Le reichsmark a reculé de 238 belgas à belgas 237,40. La lire italienne a été cotée belgas 31,20124 du 25 mai au 3 juin, ensuite belgas 31,25 et puis belgas 31,2256. Le léger repli enregistré par la livre sterling a eu sa répercussion sur les couronnes scandinaves. Le Stockholm vaut actuellement belgas 150,90, l'Oslo 147,17 1/2 et le Copenhague belgas 130,50, contre respectivement belgas 151,26, belgas 147,30 et 131 belgas. Marché très calme en change tchécoslovaque et en dollar canadien. Le premier s'est tenu à un cours voisin de belgas 20,70, le second, entre belgas 5,93 et belgas 5,94. Le zloty a valu en moyenne belgas 112,50.

À terme, les variations de cours ont été peu sensibles. Cent francs français ont valu, à trois mois, 55 centièmes de belga de moins qu'au comptant. Le déport de la livre s'est réduit de 6 à 3,5 centièmes de belga. Le florin et le dollar continuent de faire légèrement prime.

Le marché de l'argent est toujours extrêmement à l'aise. Le Trésor a renouvelé, au taux de 0,578 p. c. l'an, une tranche de 50 millions de francs de certificats de trésorerie à trois mois. Les acceptations commerciales ont été largement recherchées à 1 p. c.

Le 10 juin 1937.

MARCHE DES TITRES.

Comptant.

Exception faite pour nos fonds d'Etat qui restent orientés à la hausse, le marché des titres n'a pas présenté, pendant la quinzaine du 18 mai au 4 juin, de tendance nettement caractérisée. On observe cependant, bien que les affaires demeurent calmes, un léger redressement des cours.

Ci-après, tableau comparatif des cours pratiqués les 4 juin et 18 mai :

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 92,10-91,75; 3 p. c. Dette Belge 4^e série, 101-100,20; 3 1/2 p. c. Dette Belge 1937, 97,60-97,40; 4 p. c. Dette Belge Unifiée 1^{re} série, 102,65-102,55; 4 p. c. Dette Belge Unifiée 2^e série, 102,65-102,60; 3 1/2 p. c. Bons du Trésor 1932, 105,85-106; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1932, 606-605; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1933, 1215-1210; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 267-261,50; 4 p. c. Dommages de Guerre 1922, 297-291; 4 p. c. Dommages de Guerre 1923, 585-581.

Aux assurances et banques : Compagnie Belge Assurances Générales sur la Vie, 6300-6275; Banque d'Anvers, 1190-1210; Banque Belge d'Afrique (série A) se maintient à 452,50; Banque du Congo Belge se maintient à 1390; Banque Nationale de Belgique se maintient à 1855; Caisse Générale de Reports et de Dépôts se maintient à 2500; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 382,50-397,50; Brufina (ex-droit) se maintient à 885; Cofinindus, 870-840; part de réserve Société Générale de Belgique se maintient à 4660; Union des Industries, 490-487,50.

Aux entreprises immobilières, hypothécaires et hôtelières : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 9975-10025.

Aux chemins de fer et transports par eau : action privilégiée Braine-le-Comte à Gand, 2205-2180; action de dividende Bruxelles-Lille-Calais, 1255-1235; Compagnie Chemins de fer de Chimay, 2360-2520; Unatra, 745-725; action de jouissance Welkenraedt, 22350-22065.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : Auto-Transports, 542,50-525; action de dividende Bruxellois, 5200-5225; 1/20 de part de fondateur Buenos-Ayres, 517,50-495; part sociale Caire, 470-450; action de dividende Pays de Charleroi, 892,50-890; 1/100 de part de fondateur Rosario, 412,50-387,50.

Aux trusts d'entreprises de tramways et d'électricité : action ordinaire Centrale Industrie Electrique, 1450-1435; part sociale Compagnie Belge Chemins de fer et Entreprises, 775-777,50; 1/10 de part de fondateur Electrafina, 645-635; action de capital Electrobél, 2070-2040; part de fondateur Electrorail se maintient à 3510; action privilégiée Electro-Trust, 1070-1060; part sociale Orientale d'Electricité, 540-502,50; action ordinaire Tientsin, 3075-2940; action de capital Traction et Electricité, 1510-1565; action ordinaire Sofina, 9975-9800.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : part sociale Bruxelloise du Gaz, 1610-1660; 1/10 de part de fondateur Electricité du Borinage, 3350-3195; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 8600-9175; action de dividende Electricité de l'Escaut, 6125-5975; 1/10 de part de fondateur Electricité Est de la Belgique, 5240-5300; 1/100 de part de fondateur Intercommunale Belge d'Electricité, 1645-1610; 1/10 de part de fondateur Electricité Nord de la Belgique, 7500-7275; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 14500-13500.

Aux industries métallurgiques : part sociale Aciéries Angleur-Athus, 935-905; action de dividende Câbleries et Corderies du Hainaut, 4200-3890; Cockerill, 2035-1905; part sociale Fabr. Câbles et Fils Electriques, 3190-3025; action de capital Fabrique de Fer de Charleroi, 2770-2825; Fabrique Nationale d'Armes de Guerre, 685-705; part sociale Forges de Clabecq, 48650-47800; Forges de la Providence, 16900-16200; action ordinaire Métallurgique Sambre-et-Moselle, 3850-3550.

Aux charbonnages et fours à coke : Aiseau-Presses, 6775-5175; Amersœur, 6700-5975; part sociale Bonne-Espérance à Lambusart, 3150-2795; Bonnier, 7075-6800; part sociale Centre de Jumet, 8550-8000; Gouffre, 14000-12450; Mariemont-Bascoup, 9850-8950; Noël-Sart-Culpart, 12800-11150; Nord de Gilly, 11900-11575; Wérister, 6500-6000.

Aux zincs, plombs et mines : Asturienne des Mines série A, 287,50-282,50; 1/5 d'action privilégiée Nouvelle-Montagne, 417,50-415; part sociale Overpelt-Lommel-Corphalie, 1030-1025; part sociale Prayon, 1265-1270; 1/10 Vieille-Montagne, 2935-2745.

Aux glacières : Auvelais, 25900-25000; Moustier-sur-Sambre, 16450-16125; Saint-Roch, 26075-25000.

Aux verreries : Hamendes, 385-420; part sociale Fabrique de Verre Libbey-Owens, 695-680; Mariemont, 590-575; Cristallerie Val Saint-Lambert, 575-560.

Aux industries de la construction : action ordinaire Cannon Brand, 1950-1960; Carrières Unies de Porphyre, 5775-5575; action ordinaire Ciments de Visé, 2565-2600.

Aux industries textiles et soieries : part sociale Ensivaloise, 2085-2015; action de dividende Etablissements Américains Gratry se maintient à 4825; La Lainière, 1530-1485; Linière La Lys se maintient à 10050; part sociale Soie Viscose (coupon n° 4 de fr. 48,80 détaché), 1285-1300; Union Cotonnière, 1235-1230.

Aux produits chimiques : Auvelais, 505-555; part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et

Explosifs, 2415-2530; Laeken, 3440-3225; action ordinaire Sogaz, 1645-1655; Union Chimique série B, 617,50-607,50.

Aux entreprises coloniales : Cotonnière Congolaise 1^{re} série, 2450-2300; part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 3910-3950; action de capital Géomines, 842,50-805; action privilégiée Katanga, 43100-41850; action ordinaire idem, 38625-38300; 1/10 d'action de capital Minière Grands Lacs Africains, 1265-1270; 1/3 de dividende Simkat, 4400-4360; action privilégiée Union Minière du Haut-Katanga, 4375-3845; action de capital Ciments du Katanga, 1480-1395; Coloniale d'Electricité série A, 199-190; Trabeka, 1310-1380; part sociale Belgika se maintient à 270; Citas, 852,50-842,50; Compagnie pour le Commerce et l'Industrie au Congo, 3310-3160; Synkin, 820-812,50.

Aux plantations : Financière des Caoutchoucs, 357,50-355; part de fondateur Hallet, 4035-4025; part de fondateur Huileries de Sumatra, 1755-1735; part de fondateur Nord de Sumatra, 1785-1765.

A l'alimentation : Industrielle Sud-Américaine se maintient à 2845; Moulins La Royale, 5220-5150; part sociale Moulins des Trois-Fontaines, 5175-5125; part sociale Brasseries de Koekelberg, 3075-2880.

Aux industries diverses : part sociale Bougies de la Cour, 1625-1670; part sociale Englebert (coupon n° 38 de fr. 18,95 détaché), 2400-2510; part de fondateur Grands Magasins de l'Innovation, 4875-4850.

Aux actions étrangères : Molinos Rio de la Plata, 2375-2430; part de fondateur Chemins de fer économiques du Nord, 1625-1760; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 7450-7575; part bénéficiaire Electricité de Paris, 10125-9975; Glaces et Verres Spéciaux du Nord de la France, 4050-4510; part bénéficiaire Parisienne, 1955-1875; action de dividende Bantamsche Plant. Maatsch., 3060-3000; Batangara, 1135-1060; part de fondateur Exploitations Indes Orientales, 7425-7225; part de fondateur Huileries de Deli, 5425-5400; part de fondateur Mopoli, 14400-14050; action ordinaire Royal Dutch, 69400-66000.

Terme.

Arbed, 10350-9600; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1510-1525; Barcelona Traction, 215-205; Brazilian, 742,50-678,75; Chade, 2350-2250; Crédit Général du Congo, 582,50-572,50; De Beers, 2325-2640; Electrobél, 2065-2055; Electro-Trust, 1085-1075; Géomines, 842,50-807,50; Héliopolis, 1590-1595; Pétrofina, 712,50-707,50; Royal Dutch, 6850-6595; Securities, 286,25-262,50; Sidro, 292,50-291,25.

STATISTIQUES

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES	TAUX OFFICIELS (B. N. d. B.)			CERTIFICATS DE TRÉSORERIE ET BONS A COURT TERME						TAUX « hors banque »	TAUX des reports (
	Escompte d'acceptat. et de traites domiciliées %	Escompte de traites non domiciliées et de promesses %	Prêts et avances sur fonds publics nationaux %	Etat		Colonie		Institut de réescompte et de garantie			papier commercial %	sur valeurs au comptant %
				Durée	Taux %	Durée	Taux %	Durée	Taux %			
a) <i>La dernière quinzaine :</i>												
21 mai 1937	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
22 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
24 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
25 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
26 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
27 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
28 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
29 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
31 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
1 ^{er} juin 1937	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
2 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
3 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
4 —	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
5 —	2,—	2,50	3,—	3 mois	0,578	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
b) <i>Les derniers mois (1) :</i>												
1935	2,19	2,69	3,—	—	—	—	—	—	—	2,062	6,21	5,71
1936	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,324	5,52	4,97
1936 Mars	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,375	5,50	5,—
Avril	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	2 mois 3 mois	0,935 1,081	1,375	5,50	5,—
Mai	2,—	2,50	3,—	—	—	3 mois	0,95 à 1,09	—	—	1,375	5,50	5,—
Juin	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	2 mois 3 mois	0,625 0,75	1,375	5,50	5,—
Juillet	2,—	2,50	3,—	—	—	3 mois	0,50 à 0,60	3 mois	0,594	1,375	5,50	5,—
Août	2,—	2,50	3,—	—	—	3 mois	0,50	—	—	1,375	5,50	5,—
Septembre	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	2 mois 3 mois	0,431 0,475	1,375	5,50	5,—
Octobre	2,—	2,50	3,—	—	—	3 mois	0,50	2 mois 3 mois	0,431 0,542	1,292	5,50	5,—
Novembre	2,—	2,50	3,—	—	—	3 mois	15/32 à 0,75	—	—	1,—	5,50	4,50
Décembre	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	2 mois 3 mois	0,482 0,712	1,—	5,50	4,50
1937 Janvier	2,—	2,50	3,—	—	—	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
Février	2,—	2,50	3,—	3 mois 3 mois	0,45 0,651	3 mois	0,50 à 1	—	—	1,—	5,50	4,50
Mars	2,—	2,50	3,—	3 mois 3 mois 3 mois	0,681 0,7125 0,705	—	—	2 mois 3 mois	0,464 0,716	1,—	5,50	4,50
Avril	2,—	2,50	3,—	3 mois 3 mois 3 mois	0,695 0,600 0,565	—	—	—	—	1,—	5,50	4,50
Mai	2,—	2,50	3,—	3 mois	0,600	3 mois	0,65 à 1	—	—	1,—	5,50	4,50

(1) Les chiffres annuels sont des moyennes; les chiffres mensuels sont les taux en vigueur à la fin de chaque mois, ou des moyennes mensuelles en ce qui concerne les taux « hors banque ».

(2) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

II. — Taux des dépôts en banque au 5 juin 1937.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinzaine	Compte à 15 jours de préavis	Comptes de dépôts à :					Caisse Gén. d'Épargne et de Retraite	
				1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans et plus	jusqu'à 20.000 francs	au delà de 20.000 fr. (1)
Banque de la Société Générale..	0,50	1,—	—	1,40	1,60	1,75	—	—	—	—
Banque de Bruxelles.....	0,50	1,—	1,—	1,40	1,60	1,75	—	—	—	—
Caisse de Reports	0,50	1,05	—	—	—	—	—	—	—	—
Kredietbank voor Handel en Nijverheid	0,50	1,—	1,05	1,40	1,60	1,75	2,25	—	—	—
Société Belge de Banque.....	0,50	1,—	1,—	1,40	1,60	1,75	—	—	—	—
Société Nation. de Crédit à l'Ind.	—	—	—	—	2,—	2,25	2,50	2,50	—	—
Caisse Gén. d'Épargne et de Retr.	—	—	—	—	—	—	—	—	3,—	2,—

N. B. — Les taux ci-dessus sont donnés nets d'impôts.

(1) A partir du 1^{er} juillet 1937, ce taux sera modifié comme suit : 1,5 p. c. de 20.000 à 100.000 francs; 0,5 p. c. au delà de 100.000 francs.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES.

I. — Cours quotidiens.

DATES	LONDRES	PARIS	NEW-YORK (câble)	AMSTERDAM	ZURICH	MADRID	MILAN	STOCKHOLM	OSLO	COPENHAGUE	PRAGUE	MONTREAL	BERLIN	VARSOVIE	BUCAREST	LISBONNE
	1 £ = 48,611 b.		1 \$ = 5,8986 b.	100 fl. = 401,508 b.		100 P. = 192,736 b.	100 lit. = s.l. 0,492 b.	100 cr. = 237,689 b.	100 cr. = 207,689 b.	100 cr. = 207,689 b.	100 Kg. = 20,719 b.	1 \$ = 9,9888 b.	100 M. = 237,946 b.	100 zl. = 112,056 b.	100 lei = 5,9748 b.	
21 mai 1937.....	29,31125	26,45625	5,93175	326,10	135,60	(2) —	(1) 31,25	151,125	147,25	130,85	20,68	5,9345	238,275	112,80	4,37	26,53
24 —	29,3175	26,46	5,9320	326,17	135,70	—	31,20124	151,20	147,25	131,—	20,68	5,935	238,15	112,825	4,37	26,59
25 —	29,32	26,59	5,9325	326,175	135,60	—	31,20124	151,26	147,30	131,—	20,68	5,9375	238,025	112,70	4,37	26,65
26 —	29,295	26,4825	5,9290	325,95	135,50	—	31,20124	151,10	147,15	130,725	20,68	5,9310	238,—	112,775	4,37	26,59
27 —	29,2675	26,4625	5,9220	325,60	135,40	—	31,20124	150,95	147,—	130,925	20,68	5,9280	237,75	112,525	4,37	26,58
28 —	29,2775	26,4575	5,92475	325,75	135,375	—	31,20124	150,95	147,05	130,70	20,675	5,9285	237,95	112,60	4,37	26,60
31 —	29,25	26,42875	5,9350	326,175	135,25	—	31,20124	150,85	146,95	130,50	20,685	5,93575	238,—	112,60	4,37	26,51
1 juin 1937	29,24375	26,44	5,93475	326,20	135,40	—	31,20124	150,80	146,95	130,50	20,69	5,9360	237,825	112,60	4,37	26,53
2 —	29,25	26,4425	5,93575	326,40	135,55	—	31,20124	150,85	146,95	130,60	20,695	5,9355	237,90	112,65	4,37	26,51
3 —	29,25	26,43625	5,9455	326,725	135,625	—	31,20124	150,85	146,925	130,60	20,725	5,9425	238,15	112,65	4,37	26,53
4 —	29,265	26,445	5,93875	326,70	135,60	—	31,25	150,90	147,—	130,65	20,705	5,94025	238,10	112,60	4,37	26,53

(1) Lire italienne : cours pour exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du 11 décembre 1935.

(2) Sans affaires.

II. — Moyennes annuelles et mensuelles.

	Londres	Paris	New-York (câble)	Amsterdam	Zurich	Madrid	Milan	Stockholm	Berlin
1935 3 premiers mois ..	20,737	28,248	4,2798	289,69	138,71	58,572	36,219	107,—	171,64
9 derniers mois ..	29,114	39,063	5,9183	400,81	192,47	80,95	48,501	150,13	238,42
1936 9 premiers mois ..	—	39,051	—	401,842	192,821	79,568	46,794	—	—
3 derniers mois... annuelle	29,386	27,594	5,912	320,378	136,195	—	31,190	151,512	238,39
1936 Mars	29,279	39,075	5,8897	402,64	193,31	80,97	46,999	150,98	238,22
Avril	29,228	38,964	5,913	401,37	192,58	80,74	46,637	150,69	237,92
Mai	29,347	38,872	5,9036	399,36	191,12	80,595	46,417	151,31	238,02
Juin	29,707	38,999	5,916	400,41	191,79	80,76	46,522	153,16	238,38
Juillet	29,719	39,187	5,919	402,94	193,64	80,99	46,660	153,22	238,68
Août	29,809	39,055	5,9312	402,73	193,32	78,231	46,728	153,68	238,61
Septembre	29,836	(1) 38,969	5,920	(1) 401,50	(1) 192,86	71,459	46,583	153,83	(2) 238,15
Octobre	29,097	27,671	5,9378	318,57	136,55	sans affaires	31,276	150,04	239,04
Novembre	28,919	27,494	5,916	319,59	136,—	sans affaires	31,159	149,09	238,10
Décembre	29,043	27,618	5,917	322,97	136,04	sans affaires	31,134	149,76	238,19
1937 Janvier	29,113	27,686	5,9313	324,84	136,07	sans affaires	31,219	150,14	238,75
Février	29,030	27,617	5,9310	324,41	135,41	sans affaires	31,206	149,70	238,71
Mars	29,005	27,317	5,9367	324,78	135,32	sans affaires	31,236	149,57	238,73
Avril	29,158	26,663	5,9312	324,85	135,37	sans affaires	31,218	150,32	238,60
Mai	29,288	26,531	5,9297	325,83	135,59	sans affaires	31,195	151,00	238,19

(1) Paris, Amsterdam, Zurich : La moyenne du mois tient uniquement compte des cours du 1er au 25 septembre inclus. Du fait de la dévaluation annoncée, les cours ont fortement baissé depuis le 28 septembre.

(2) Berlin : Nous n'avons pas compris dans la moyenne, les cours du 28 au 30 septembre.

III. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR.		POUR 1 \$		POUR 100 FLORENS		POUR 100 FR. SUISSES	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
à 1 mois :										
21 mai 1937	D 0,027	D 0,025	D 0,160	D 0,14	—	R 0,0010	R 0,050	—	D 0,20	pair
22 —	D 0,030	—	D 0,160	D 0,14	R 0,00025	R 0,0010	R 0,075	—	D 0,20	pair
24 —	D 0,030	D 0,026	D 0,150	D 0,14	R 0,00050	R 0,0010	R 0,075	—	D 0,20	pair
25 —	D 0,026	D 0,022	D 0,145	—	R 0,00050	—	R 0,075	—	D 0,20	pair
26 —	D 0,026	D 0,023	D 0,150	D 0,13	R 0,00100	—	R 0,100	—	D 0,20	pair
27 —	D 0,024	D 0,020	D 0,150	D 0,13	R 0,00100	—	—	R 0,15	D 0,20	pair
28 —	D 0,020	D 0,019	D 0,140	—	R 0,00100	—	—	R 0,15	D 0,20	pair
29 —	D 0,918	D 0,016	D 0,140	D 0,13	R 0,00150	—	R 0,100	—	D 0,20	pair
31 —	D 0,018	D 0,016	—	D 0,14	R 0,00200	R 0,0030	R 0,100	—	D 0,20	pair
1er juin 1937	D 0,020	D 0,018	—	D 0,14	R 0,00250	—	R 0,100	—	D 0,20	pair
2 —	D 0,018	—	D 0,140	—	—	R 0,0025	R 0,100	—	D 0,20	pair
3 —	D 0,018	—	D 0,130	—	R 0,00200	—	R 0,150	—	D 0,20	pair
4 —	D 0,013	—	D 0,130	—	R 0,00200	—	R 0,150	—	D 0,20	pair
5 —	D 0,010	—	D 0,130	D 0,10	R 0,00250	—	R 0,150	—	D 0,20	pair
à 3 mois :										
21 mai 1937	D 0,0780	D 0,0760	D 0,560	D 0,52	R 0,00100	R 0,0020	R 0,15	R 0,25	D 0,20	pair
22 —	D 0,0750	—	D 0,560	D 0,52	R 0,00100	R 0,0020	R 0,20	—	D 0,20	pair
24 —	D 0,0775	D 0,0725	D 0,560	D 0,53	R 0,00150	R 0,0025	R 0,15	R 0,25	D 0,20	pair
25 —	D 0,0875	D 0,0825	D 0,520	D 0,49	R 0,00200	—	R 0,30	—	D 0,20	pair
26 —	D 0,0650	D 0,0625	D 0,550	D 0,52	R 0,00400	—	R 0,30	—	D 0,20	pair
27 —	D 0,0650	D 0,0600	D 0,520	—	R 0,00400	R 0,0055	—	R 0,40	D 0,20	pair
28 —	D 0,0550	—	D 0,510	D 0,50	R 0,00550	—	R 0,20	R 0,30	D 0,20	pair
29 —	D 0,0475	D 0,0425	D 0,490	—	R 0,00500	—	R 0,30	—	D 0,20	pair
31 —	D 0,0500	D 0,0450	—	D 0,50	R 0,00600	—	R 0,30	—	D 0,20	pair
1er juin 1937	D 0,0550	D 0,0500	—	D 0,48	R 0,00600	R 0,0090	R 0,30	—	D 0,20	pair
2 —	D 0,0575	—	D 0,485	—	—	R 0,0065	R 0,30	—	D 0,20	pair
3 —	D 0,0500	D 0,0450	D 0,490	D 0,47	R 0,00800	—	R 0,45	—	D 0,20	pair
4 —	D 0,0450	D 0,0400	D 0,480	—	R 0,00625	—	R 0,45	—	D 0,20	pair
5 —	D 0,0325	D 0,0300	D 0,480	D 0,46	R 0,00750	—	R 0,45	—	D 0,20	pair

INDICE MENSUEL DE LA BOURSE DE BRUXELLES (30 titres à revenu fixe, 120 titres à revenu variable).

	TITRES A REVENU FIXE					TITRES A REVENU VARIABLE												
	Dette belge directe et indirecte	Emprunts provinces et commun.	Obligations 4 % impôt 16,50 %	Obligations 6 % net d'impôts	Tous TITRES A REVENU FIXE	Banques	Entrepr. immobil., hypothéc. et hôtelières	Tramw., ch. de fer éconóm et vicinaux	Tramw. et électricité (Trusts)	Gaz et électricité	Métal-lurgie	Char-bonnages	Zinc, plomb, mines	Glaceries et verreries	Textiles et soieries	Coloniales	Divers	Tous TITRES A REVENU VARIABLE
Indice p. r. au mois précédent																		
1937 3 mai.....	101	102	101	100	101	94	92	96	94	94	90	93	77	94	91	85	90	91
1 ^{er} juin.....	100	101	99	101	100	96	101	101	100	101	101	105	99	101	99	91	98	98
Indice p. r. au 1 janvier 1928																		
1936 1 ^{er} avril.....	124	134	142	108	124	33	34	29	32	55	70	93	28	68	33	31	35	41
1 ^{er} mai.....	125	134	140	107	124	31	33	28	29	52	63	89	23	66	29	28	33	38
2 juin.....	125	135	141	108	125	31	33	28	29	52	64	91	23	70	29	28	33	38
1 ^{er} juillet.....	126	136	141	107	125	30	31	28	28	48	59	87	22	71	29	29	33	37
3 août.....	127	136	142	108	126	27	31	27	24	45	51	83	18	66	26	26	31	33
1 ^{er} septembre.....	128	137	141	107	125	29	31	27	25	46	56	86	19	66	26	26	30	34
1 ^{er} octobre.....	128	137	140	109	126	30	32	29	27	52	67	98	23	75	30	30	33	38
3 novembre.....	129	136	140	108	125	32	32	29	27	52	69	115	25	81	33	34	33	40
1 ^{er} décembre.....	129	136	141	108	126	32	31	29	27	53	74	115	28	85	35	36	37	42
1937 4 janvier.....	130	137	143	109	127	35	34	30	29	56	83	134	36	82	41	40	39	45
1 ^{er} février.....	133	138	148	110	129	36	37	33	32	60	86	142	40	89	46	43	44	49
1 ^{er} mars.....	134	139	144	109	128	39	39	33	33	61	106	142	49	87	45	52	48	54
1 ^{er} avril.....	134	142	144	108	129	38	38	32	31	60	112	136	51	86	42	50	47	53
3 mai.....	135	145	146	108	130	36	35	30	29	56	102	127	39	81	38	43	42	48
1 ^{er} juin.....	135	146	145	108	130	35	35	31	29	57	102	133	39	82	38	39	41	47

RENDEMENT DE QUELQUES FONDS D'ETAT BELGES ET CONGOLAIS.

DATES	Rente Belge, 3 p. c., 2 ^e série, net d'impôts		Dette unifiée, 4 p. c., net d'impôts		Dette belge 1937, 3,50 p. c., net d'impôts		Dommages de guerre, 1922 (*)		Congo 1906, 4 p. c., net d'impôts		Congo 1896, 4 p. c., net d'impôts	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement
1935 2 janvier.....	74,—	4,05	—	—	—	—	248,50	5,03	75,—	5,33	74,—	5,41
1936 2 janvier.....	78,75	3,81	93,55	4,28	—	—	258,—	4,07	91,50	4,37	92,50	4,32
1936 1 ^{er} avril.....	79,—	3,80	96,325	4,15	—	—	256,—	4,10	91,75	4,36	91,60	4,37
1 ^{er} mai.....	80,—	3,75	97,—	4,12	—	—	262,—	4,01	92,15	4,34	93,—	4,30
2 juin.....	79,50	3,77	97,45	4,10	—	—	263,50	3,98	93,20	4,29	93,75	4,27
1 ^{er} juillet.....	80,25	3,74	97,925	4,08	—	—	269,—	3,90	94,45	4,23	94,50	4,23
3 août.....	79,25	3,79	99,775	4,01	—	—	270,—	3,89	96,50	4,15	96,25	4,16
1 ^{er} septembre.....	80,—	3,75	99,90	4,00	—	—	270,—	3,89	96,—	4,17	96,70	4,14
1 ^{er} octobre.....	81,—	3,70	100,075	4,00	—	—	267,50	3,93	97,50	4,10	97,50	4,10
3 novembre.....	81,75	3,67	100,20	3,99	—	—	271,50	3,87	96,—	4,17	97,—	4,12
1 ^{er} décembre.....	82,25	3,65	100,25	3,99	—	—	272,50	3,85	98,—	4,08	97,75	4,09
1937 4 janvier.....	84,50	3,55	100,35	3,99	—	—	279,—	3,76	98,65	4,05	99,50	4,02
1 ^{er} février.....	89,—	3,37	101,25	3,95	—	—	286,—	3,67	99,25	4,03	100,25	3,99
1 ^{er} mars.....	91,55	3,28	102,175	3,91	—	—	282,—	3,72	99,10	4,04	99,50	4,02
1 ^{er} avril.....	91,40	3,28	102,40	3,91	97,20	3,60	281,50	3,73	99,85	4,01	100,—	4,—
3 mai.....	92,—	3,26	102,525	3,90	97,20	3,60	286,—	3,67	100,30	3,99	100,—	4,—
1 ^{er} juin.....	92,10	3,26	102,60	3,90	97,60	3,59	300,—	3,50	100,70	3,97	100,50	3,98

(*) 5 p. c. net d'impôts jusqu'au 15 mai 1935 sur la valeur nominale de 250 francs; 4 p. c. net d'impôts à partir du 16 mai 1935 sur la valeur nominale de fr. 262,50.

PRIX DE GROS DE QUELQUES PRODUITS INDUSTRIELS.

PÉRIODES	Prix intérieurs (en francs par tonne métrique).										Prix à l'exportation (en £-or par tonne anglaise).					
	CHARBONS					SIDÉRURGIE					SIDÉRURGIE					
	pour foyer domestique brais. anthr. 20/30	Industriel menu demi-gross, mi-lavé	Fines à coke	Briquettes du pays	Coke ordinaire	Fonte moulage	Billettes	Largets	Barres marchandes	Poutrelles	Rails	Billettes	Largets	Barres marchandes	Poutrelles	Rails
1935 Moyenne mensuelle ...	228,25	118,75	110,50	129,25	115,—	316,25	515,—	552,50	587,50	587,50	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
1936 Moyenne mensuelle ...	243,50	131,—	121,—	136,—	131,—	393,25	571,25	611,75	677,—	677,—	1.129,25	2-8-1	2-9-1	3-5-0	3-2-10	5-10-0
1936 Mars	237,—	125,—	115,—	130,—	122,—	330,—	555,—	580,—	650,—	650,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Avril	237,—	125,—	115,—	130,—	122,—	330,—	555,—	580,—	650,—	650,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Mai	237,—	125,—	115,—	130,—	122,—	330,—	555,—	580,—	650,—	650,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Juin	248,—	136,—	126,—	141,—	137,—	330,—	555,—	580,—	650,—	650,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Juillet	246,—	132,—	122,—	137,—	137,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Août	246,—	132,—	122,—	137,—	137,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Septembre	246,—	132,—	122,—	137,—	137,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Octobre	246,—	132,—	122,—	137,—	137,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Novembre	252,—	137,—	127,—	142,—	147,—	450,—	580,—	630,—	700,—	700,—	1.150,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3-1-6	5-10-0
Décembre	252,—	147,—	137,—	152,—	—	500,—	640,—	710,—	775,—	775,—	1.200,—	3-0-0	3-1-0	3-18-9	3-18-0	5-10-0
1937 Janvier	272,—	162,—	152,—	147,—	—	500,—	640,—	710,—	775,—	775,—	1.200,—	3-0-0	3-1-0	3-18-9	3-18-0	6-0-0
Février	257,—	162,—	152,—	147,—	185,—	500,—	640,—	710,—	775,—	775,—	1.200,—	3-0-0	3-1-0	4-5-0	4-2-6	6-0-0
Mars	257,—	162,—	152,—	167,—	185,—	750,—	760,—	870,—	975,—	975,—	1.250,—	3-7-0	3-8-0	5-0-0	4-17-0	5-15-0
Avril	260,—	162,—	152,—	167,—	185,—	750,—	835,—	970,—	975,—	975,—	1.250,—	4-7-6	4-8-6	5-0-0	4-17-6	5-15-0
Mai	263,—	162,—	152,—	167,—	185,—	825,—	835,—	970,—	975,—	975,—	1.250,—	4-7-6	4-8-6	5-0-0	4-17-6	5-15-0

**PRIX MOYENS DES GRAINS ET AUTRES DENREES AGRICOLES
VENDUS SUR LES MARCHES REGULATEURS DE BELGIQUE (« Moniteur belge »).**

ÉPOQUES	Froment	Seigle	Avoine	Orge	Pommes de terre	Lin brut	Beurre	Laine	Œufs
	en francs par 100 kilos						en francs par kilo		en francs par pièce
1935 Moyenne mensuelle	76,56	68,32	81,63	75,63	41,15	89,84	17,90	16,18	0,52
1936 Moyenne mensuelle	109,—	83,11	89,69	87,41	45,19	97,17	18,75	18,59	0,57
1936 Février	103,52	70,99	86,67	77,06	51,72	106,76	21,23	18,06	0,55
Mars	103,06	71,75	87,77	78,92	51,65	103,21	20,27	18,31	0,40
Avril	104,20	74,39	89,55	80,13	52,16	100,40	18,26	18,50	0,37
Mai	106,38	77,84	91,64	80,99	52,56	95,95	15,71	17,88	0,38
Juin	106,78	79,23	91,60	81,55	58,85	94,96	15,91	16,63	0,44
Juillet	108,84	80,61	91,79	80,34	47,77	95,47	16,24	17,10	0,46
Août	113,72	85,24	87,48	88,42	39,16	88,17	16,47	18,—	0,54
Septembre	111,44	86,45	86,07	90,80	34,05	92,09	18,27	18,13	0,66
Octobre	117,36	96,04	88,74	101,62	33,85	95,99	19,01	18,70	0,79
Novembre	117,43	97,93	90,61	103,65	36,64	90,32	20,52	21,25	0,85
Décembre	123,67	106,10	96,31	109,04	36,32	94,48	22,18	22,44	0,67
1937 Janvier	131,21	114,89	108,—	114,85	37,53	96,66	23,42	24,70	0,60
Février	131,11	120,17	108,25	116,94	39,08	97,81	24,05	24,19	0,49
Mars	131,01	120,03	108,39	115,43	40,06	93,17	22,77	25,37	0,44
Avril	147,90	132,41	117,76	123,75	41,02	91,74	18,55	26,20	0,37

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — I. — Industries minières et métallurgiques (1).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE										
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS		PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES PAR BASSIN							Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Namur	Liège	Campine	TOTAL		
1935 Moyenne mensuelle	82.990	120.165	381	323	571	27	432	473	2.207	22,6	3.323
1936 Moyenne mensuelle	82.572	120.505	391	341	603	29	436	523	2.323	23,2	1.969
1936 Février	83.727	121.634	381	334	610	29	452	530	2.337	23,0	2.402
Mars	82.614	120.477	439	360	629	31	470	541	2.470	24,7	2.292
Avril	83.439	120.945	434	356	632	30	470	514	2.435	24,4	2.311
Mai	82.721	120.886	393	342	603	28	447	505	2.319	23,3	2.334
Juin	81.037	119.682	197	201	366	18	231	346	1.359	13,9	2.179
Juillet	83.179	121.325	427	371	628	31	492	550	2.499	25,6	2.084
Août	82.016	120.338	412	355	629	30	334	526	2.286	23,2	1.927
Septembre	78.363	114.606	367	315	538	25	402	512	2.159	22,2	1.712
Octobre	80.910	118.623	395	367	660	33	496	568	2.518	25,4	1.491
Novembre	83.652	121.894	397	360	640	31	452	566	2.447	23,9	1.338
Décembre	84.939	123.446	420	365	659	33	481	560	2.519	23,8	1.062
1937 Janvier	82.793	120.375	411	350	643	35	442	586	2.466	24,2	832
Février	85.096	122.974	380	347	635	33	438	531	2.365	23,3	729
Mars	85.254	123.133	448	379	682	36	476	590	2.611	25,8	674
Avril	86.477	124.705	449	387	683	36	478	591	2.623	25,9	645

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité à la fin de la période	MÉTALLURGIE. — PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Aciers bruts	Pièces d'acier moulées	Aciers finis	Fers finis
1935 Moyenne mensuelle	391	3.644	114	792	42 (2)	255	247	5,1	192	4,5
1936 Moyenne mensuelle	423	3.743	129	802	44 (2)	267	259	5,8	204	3,4
1936 Février	405	3.715	125	810	42	268	266	5,2	208	4,4
Mars	427	3.752	129	801	42	282	274	5,9	214	3,7
Avril	423	3.772	132	707	42	271	264	5,7	200	3,3
Mai	439	3.717	132	803	42	271	250	5,3	198	3,5
Juin	347	3.716	78	784	42	174	149	3,5	100	1,9
Juillet	423	3.718	138	805	41	252	245	5,4	217	3,8
Août	435	3.722	119	795	41	286	266	5,9	205	3,6
Septembre	422	3.726	112	799	42	268	269	6,2	209	2,8
Octobre	436	3.769	150	806	42	286	291	7,4	238	3,2
Novembre	432	3.798	142	832	42	280	276	6,6	213	3,5
Décembre	460	3.810	159	830	44	295	289	6,9	232	3,2
1937 Janvier	450	3.813	157	882	42	286	280	6,0	227	3,7
Février	423	3.866	162	884	44	267	262	6,4	216	3,2
Mars	478	4.204	149	855	45	309	302	7,0	243	3,4
Avril	466	3.918	157	871	47	320	319	8,3	243	3,4

(1) Statistique du Ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la Revue du Travail.
 (2) Au 31 décembre.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — II. — Industries diverses.

PÉRIODES	Coton		Laines		Sucre		Sucre		DISTR. LÉGISL. BRASSERIE	Quantité de farines d'avoine en décalaires	Production d'alcools
	Production nements de Verriers dans les peignages de l'Est	Condition-Stocks de peignages	Production-Stocks de peignages	Sucre brut	Sucre raffiné	Sucre brut	Sucre raffiné	Sucre brut et raffiné (sucre à fin de mois)			
1936 Moyenne mensuelle	26.714 (1)	34.636 (2)	2.230	3.491	18.617	16.616	120.760	16.652	33.057		
1936 Moyenne mensuelle	30.200 (1)	36.100 (2)	2.741	3.140	18.829	16.681	126.346	17.017	33.606		
1936 Février	2.718	2.718	3.280	289	11.411	11.411	172.277	12.360	33.714		
Mars	2.711	2.711	3.387	74	12.963	12.963	169.957	14.766	35.699		
Avril	2.668	2.668	3.484	—	13.341	13.341	147.660	14.089	28.677		
Mai	2.191	2.191	3.279	—	13.973	13.973	131.214	16.299	30.698		
Juin	1.657	1.657	3.364	—	14.608	14.608	107.663	20.886	32.227		
Juillet	2.667	2.667	3.266	—	18.667	18.667	76.414	24.286	36.731		
Août	2.204	2.204	3.323	—	17.699	17.699	68.748	17.368	22.120		
Septembre	2.836	2.836	3.038	—	19.634	19.634	33.837	17.076	37.833		
Octobre	3.606	3.606	2.783	72.081	22.752	22.752	84.636	18.070	39.827		
Novembre	3.888	3.888	2.637	28.077	25.019	25.019	183.323	19.089	34.671		
Décembre	3.303	3.303	2.658	124.891	18.236	18.236	179.042	16.100	36.866		
1937 Janvier	3.230	3.230	2.826	232	16.603	16.603	162.771	18.209	24.412		
Février	2.736	2.736	2.687	170	16.660	16.660	130.769	13.497	32.867		
Mars	3.095	3.095	2.897	397	17.148	17.148	119.469	16.067	36.023		
Avril	3.023	3.023	2.826	—	16.760	16.760	117.614	16.061	17.617		

PÉRIODES	MARGARINE		ALUMINUM		POUR		OR BRUT	extraît au Congo (3)	
	Déclara- Déclara- tions à	Production en consom- tion	Fabrication	Consom- mation	Destination donnée à la fabrication Indig.	Ventes à la minque d'Ostende			
									tonnes
1936 Moyenne mensuelle	3.818	4.371	4.358	3.796	19	4.194	4.003	1.941	1.022,0
1936 Moyenne mensuelle	4.228	4.228	4.228	3.991	6	3.991	1.687	2.171	1.000,1
1936 Février	4.228	4.228	4.486	4.228	6	4.228	1.647	2.833	7.868
Mars	4.602	4.602	4.697	4.602	5	4.602	1.423	2.469	6.862
Avril	4.697	4.697	4.652	4.697	13	4.697	1.432	2.469	6.862
Mai	3.705	3.705	3.704	3.899	2	3.899	1.491	2.654	6.401
Juin	3.928	3.928	3.923	3.923	10	3.923	1.708	2.349	6.780
Juillet	4.306	4.306	4.292	4.641	9	4.641	2.437	2.692	6.670
Août	3.876	3.876	3.880	4.696	7	4.696	1.886	3.292	6.666,6
Septembre	4.760	4.760	4.704	4.742	11	4.742	2.117	2.736	6.870
Octobre	4.643	4.643	4.647	5.657	14	5.657	2.203	3.128	6.824
Novembre	4.311	4.311	4.299	5.262	11	5.262	1.713	3.269	6.925,7
Décembre	5.357	5.357	5.340	6.407	8	6.407	2.002	2.977	6.922,7
1937 Janvier	4.463	4.463	4.467	4.793	18	4.793	2.292	2.292	6.994
Février	4.465	4.465	4.452	5.384	14	5.384	2.678	2.813	6.994
Mars	5.336	5.336	5.328	5.601	17	5.601	2.261	3.237	7.284
Avril	4.639	4.639	4.633	5.637	20	5.637	1.324	3.220	7.284

PÉRIODES	MARGARINE		ALUMINUM		POUR		OR BRUT	extraît au Congo (3)	
	Déclara- Déclara- tions à	Production en consom- tion	Fabrication	Consom- mation	Destination donnée à la fabrication Indig.	Ventes à la minque d'Ostende			
									tonnes
1936 Moyenne mensuelle	3.818	4.371	4.358	3.796	19	4.194	4.003	1.941	1.022,0
1936 Moyenne mensuelle	4.228	4.228	4.228	3.991	6	3.991	1.687	2.171	1.000,1
1936 Février	4.228	4.228	4.486	4.228	6	4.228	1.647	2.833	7.868
Mars	4.602	4.602	4.697	4.602	5	4.602	1.423	2.469	6.862
Avril	4.697	4.697	4.652	4.697	13	4.697	1.432	2.469	6.862
Mai	3.705	3.705	3.704	3.899	2	3.899	1.491	2.654	6.401
Juin	3.928	3.928	3.923	3.923	10	3.923	1.708	2.349	6.780
Juillet	4.306	4.306	4.292	4.641	9	4.641	2.437	2.692	6.670
Août	3.876	3.876	3.880	4.696	7	4.696	1.886	3.292	6.666,6
Septembre	4.760	4.760	4.704	4.742	11	4.742	2.117	2.736	6.870
Octobre	4.643	4.643	4.647	5.657	14	5.657	2.203	3.128	6.824
Novembre	4.311	4.311	4.299	5.262	11	5.262	1.713	3.269	6.925,7
Décembre	5.357	5.357	5.340	6.407	8	6.407	2.002	2.977	6.922,7
1937 Janvier	4.463	4.463	4.467	4.793	18	4.793	2.292	2.292	6.994
Février	4.465	4.465	4.452	5.384	14	5.384	2.678	2.813	6.994
Mars	5.336	5.336	5.328	5.601	17	5.601	2.261	3.237	7.284
Avril	4.639	4.639	4.633	5.637	20	5.637	1.324	3.220	7.284

(1) Production du semestre du 1er février au 31 juillet.
 (2) Production du semestre du 1er août au 31 janvier.
 (3) L'or brut comprend en moyenne 80 % d'or alluvionnaire et 20 % d'or fondu et environ 76 % de fin.
 (4) Production partielle se rapportant à 16 mines sur 19 en exploitation.

COMMERCE SPECIAL DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ETRANGERS.

	Animaux vivants		Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Or et argent non ouvrés et monnaies	TOTALS		PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS, EN %
	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)			
IMPORTATIONS :														
1935 L'année	13,5	44,0	3.512	3.498	26.395	8.946	669	4.624	334,0	30.590	17.446	570		
1936 L'année	15,1	47,6	4.080	4.436	28.009	11.469	753	5.096	407,8	32.858	21.506	654		
1936 Février	1,4	4,3	296	317	2.192	905	56	430	36,5	2.546	1.693	665		
Mars	1,3	4,2	303	335	2.291	956	69	462	35,6	2.665	1.793	673		
Avril	1,2	3,5	312	312	2.303	917	64	426	47,4	2.680	1.707	637		
Mai	1,1	3,5	332	327	2.350	912	60	424	34,0	2.743	1.701	620		
Juin	1,0	3,0	264	272	2.034	784	64	368	37,1	2.363	1.464	619		
Juillet	1,0	3,1	300	307	2.241	843	52	406	30,3	2.594	1.589	613		
Août	1,3	4,0	319	363	2.432	890	57	381	30,3	2.809	1.669	594		
Septembre	1,3	4,7	378	448	2.446	969	78	435	36,5	2.903	1.893	652		
Octobre	1,2	3,9	396	457	2.587	961	67	461	34,0	3.052	1.916	628		
Novembre	1,3	3,7	402	466	2.525	1.041	59	418	22,0	2.987	1.950	653		
Décembre	1,2	4,0	413	507	2.392	1.267	76	480	35,7	2.882	2.294	796		
1937 Janvier	1,1	3,4	319	387	2.471	1.255	59	442	29,4	2.851	2.116	742		
Février	1,0	3,2	284	375	2.546	1.260	64	486	28,8	2.895	2.153	744		
Mars	1,3	3,6	351	454	2.669	1.493	72	563	37,5	3.095	2.551	824		
Avril	1,1	3,1	343	444	2.781	1.412	76	586	29,7	3.201	2.475	773		
EXPORTATIONS :														
1935 L'année	8,0	66,1	560	873	14.737	6.835	4.994	8.012	339,5	20.300	16.126	794	- 1.320	92,4
1936 L'année	6,5	67,2	627	1.084	16.332	9.059	4.875	9.514	220,1	21.841	19.944	913	- 1.561	92,7
1936 Février	0,7	6,6	47	89	1.272	689	315	676	25,9	1.635	1.487	910	- 206	87,8
Mars	0,8	7,9	46	82	1.427	756	434	815	29,8	1.907	1.691	887	- 102	94,3
Avril	0,7	6,8	42	70	1.351	644	408	807	17,4	1.802	1.545	858	- 161	90,5
Mai	0,5	5,7	37	75	1.405	769	408	764	32,4	1.851	1.645	839	- 56	96,7
Juin	0,6	6,5	35	60	954	570	274	482	14,8	1.263	1.133	897	- 331	77,4
Juillet	0,6	6,7	45	83	1.438	775	510	848	13,0	1.994	1.725	865	+ 135	108,5
Août	0,4	4,2	48	83	1.555	674	446	857	11,1	2.048	1.629	795	- 40	97,6
Septembre	0,6	6,6	57	91	1.435	760	422	845	10,0	1.915	1.712	894	- 181	90,4
Octobre	0,4	5,2	66	105	1.374	763	448	888	10,5	1.888	1.772	939	- 144	92,5
Novembre	0,2	3,0	75	122	1.321	882	411	839	17,5	1.807	1.864	1.031	- 86	95,6
Décembre	0,3	3,8	73	135	1.443	1.036	426	961	16,2	1.943	2.153	1.108	- 141	93,9
1937 Janvier	0,2	2,4	60	114	1.286	871	400	799	25,6	1.747	1.813	1.038	- 304	85,6
Février	0,6	6,1	63	113	1.262	906	402	875	35,0	1.728	1.936	1.121	- 217	89,9
Mars	0,6	6,1	81	141	1.453	1.110	527	1.097	61,1	2.062	2.415	1.171	- 137	94,6
Avril	0,8	8,5	92	140	1.486	1.016	549	1.132	29,0	2.127	2.326	1.093	- 150	93,9

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES.

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement.

AVRIL 1937.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement pendant le mois	Dette obligataire (2)	Coupons bruts payables pendant le mois (1)
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
(Milliers de francs).										
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique.										
1a. Banques privées.....	28	25	3	686.793	111.826	89.007	823	64.110	564	23
1b. Banques d'intérêt public ..	1	1	—	175.000	28.198	13.522	—	8.750	203.931	8.156
2. Assurances	29	26	3	56.752	28.270	17.551	101	8.234	—	—
3. Opérations financières	225	166	59	1.015.935	206.334	83.597	10.623	43.518	89.573	4.016
4. Exportations, importations ..	20	13	7	17.525	2.240	845	372	129	—	—
5. Commerce de fer et métaux.	15	15	—	16.590	6.246	3.402	—	1.229	—	—
6. Comm. d'habil. et d'ameubl.	45	37	8	52.327	8.567	5.732	428	3.563	14.378	932
7. Comm. de prod. alimentaires	32	25	7	33.844	18.210	2.679	173	1.424	—	—
8. Commerces divers	286	200	86	183.372	28.683	21.482	6.355	11.361	3.113	168
9. Sucreries	—	—	—	—	—	—	—	—	2.983	180
10. Meuneries	10	10	—	35.043	13.951	8.684	—	5.721	—	—
11. Brasseries	40	37	3	252.344	109.878	30.739	138	20.605	—	—
12. Distilleries d'alcool	3	3	—	23.450	11.966	2.184	—	1.973	—	—
13. Autres industr. alimentaires	48	34	14	104.134	170.413	32.655	700	27.965	—	—
14. Carrières	42	30	12	127.822	115.268	23.925	6.183	15.105	6.220	409
15. Charbonnages	15	11	4	213.755	176.832	23.077	1.047	14.544	33.182	1.722
16. Mines et autres industr. extr.	4	3	1	117.600	72.708	1.307	9.429	94	—	—
17. Gaz	2	2	—	75.800	1.634	7.023	—	6.452	6.000	360
18. Électricité.....	14	11	3	740.062	150.216	90.877	160	72.480	46.943	2.625
19. Constructions électriques ...	14	7	7	36.159	15.674	9.008	472	8.710	90.598	5.454
20. Hôtels, théâtres, cinémas..	52	33	19	82.219	15.351	4.624	1.471	1.408	—	—
21. Imprimerie, publicité	53	41	12	24.518	11.610	2.879	550	1.809	—	—
22. Textiles (lin, cot., laine, soie).	107	88	19	496.575	124.426	39.736	16.974	28.267	1.572	88
23. Mat. art. et prod. céramiques	66	50	16	407.633	82.575	22.297	3.585	13.897	33.335	1.696
24. Métallurg. et constr. mécan.	90	75	15	293.030	89.634	32.155	8.787	18.506	272.940	15.885
25. Constr. (bâtim. et trav. publ.)	46	32	14	125.833	20.372	5.505	2.512	3.795	7.000	420
26. Papeteries (industries).....	10	8	2	58.785	21.055	12.192	214	8.122	—	—
28. Produits chimiques	33	26	7	467.742	19.515	10.299	4.719	6.961	28.368	1.192
29. Industries du bois	31	24	7	38.185	24.019	6.256	400	1.677	813	49
30. Tanneries et corroiries.....	13	11	2	87.069	56.091	12.931	1.476	8.109	—	—
31. Automobiles	3	2	1	8.500	2.854	268	442	160	—	—
32. Verreries et cristalleries ...	7	5	2	29.050	5.943	811	514	—	—	—
33. Glaceries	1	1	—	8.000	259.795	22.452	—	19.200	—	—
34. Industries diverses	133	97	36	449.362	4.978	31.224	26.608	20.638	2.039	143
35. Chemins de fer	4	4	—	7.391	9.798	2.675	—	2.679	—	—
36. Chemins de fer vicinaux ...	1	—	1	46	64	—	69	—	—	—
37. Navigation et aviation	37	32	5	52.843	8.638	4.971	502	3.226	—	—
38. Télégraphes et téléphones...	1	1	—	250.000	48.255	34.782	—	23.884	—	—
39. Tramways électriques	5	4	1	90.779	297.917	37.396	10	34.748	1.699	68
40. Autobus	1	1	—	300	312	73	—	—	—	—
41. Transports non dénommés ..	21	18	3	24.835	5.105	2.167	24	1.131	765	45
42. Divers non dénommés	9	4	5	3.640	203	59	80	21	—	—
TOTAL...	1.597	1.213	384	6.970.642	2.222.348	753.048	105.941	514.205	846.016	43.631
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge.										
1. Banques priv. et soc. financ.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sociétés commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sociétés industrielles	2	2	—	18.000	914	3.568	—	2.279	—	—
4. Sociétés agricoles	1	1	—	3.000	431	83	—	—	—	—
5. Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL...	3	3	—	21.000	483	3.651	—	2.279	—	—
C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger.										
1. Sociétés d'électricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	5.810	320
3. Tramways	1	1	—	1.500	11.863	137	—	—	18.662	410
4. Plantations et sociétés colon.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sociétés diverses.....	5	3	2	124.100	26.023	4.233	2.310	3.896	25.217	1.208
TOTAL...	6	4	2	125.600	37.886	4.370	2.310	3.896	49.689	1.938
TOTAL GÉNÉRAL...	1.606	1.220	386	7.117.242	2.260.717	761.069	108.251	520.380	896.705	45.569

(1) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'avril (milliers de francs)

Coupons d'emprunts intérieurs de l'État	26.542
Coupons d'emprunts de la Colonie	46.809
Coupons d'emprunts des provinces et des communes	16.323
Coupons d'emprunts d'organismes divers.....	14.839

TOTAL... 104.513

Coupons d'emprunts extérieurs de l'État

6.020

(2) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES.

I. — Détail des émissions (milliers de francs).

AVRIL 1937.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS				AUGMENTATIONS DE CAPITAL				ÉMISSIONS		Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS anonymes, en commandite par actions et à responsabilité limitée (*)				RÉDUCTIONS DE CAPITAL		
	anonymes, en commandite par actions et à responsabilité limitée			coopératives et unions du crédit	(Actions)			D'OBLIGATIONS		Apports en nature (compris dans les constitutions et augmentations de capital)		Incorporations de réserves au capital (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant		
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant minimum	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale				Nombre	Montant	Nombre	Montant			Nombre	Montant
1. Banques privées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Assurances	1	50	50	—	—	1	200	80	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Opérations financières	4	1.260	1.260	—	—	2	550	900	900	—	—	1.095	—	—	2	5.660	—	—	2	4.275
4. Exportations, importations	3	260	235	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Commerce de métaux	3	658	258	1	10	—	—	—	—	—	—	50	—	—	—	—	—	—	1	250
6. Commerce d'habillem. et ameubl.	10	2.087	2.087	1	10	—	—	—	—	—	—	1.487	—	—	1	50	—	—	1	1.831
7. Commerce de prod. alimentaires	7	1.442	1.392	—	—	1	200	100	100	—	—	1.181	100	—	1	230	—	—	1	100
8. Commerces divers	37	6.155	5.756	8	394	8	7.470	10.310	9.985	—	—	6.751	5.895	18	3.561	—	—	3	1.150	8.200
9. Sucrieries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8.200
10. Meuneries	—	—	—	—	—	1	1.000	8.000	8.000	—	—	—	8.000	1	400	—	—	—	—	—
11. Brasseries	1	700	700	—	—	3	18.121	13.239	13.239	—	—	690	12.999	—	—	—	—	—	1	1.000
12. Distilleries d'alcool	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13. Autres industries alimentaires	1	84	84	5	17	4	16.000	31.500	31.300	—	—	19.884	11.500	—	—	—	—	—	3	9.470
14. Carrières	—	—	—	—	—	3	26.639	14.161	14.161	—	—	5.000	9.161	—	—	—	—	—	2	22.100
15. Charbonnages	—	—	—	—	—	2	61.576	45.154	45.154	1	20.000	1.000	35.154	—	—	—	—	—	1	2.667
16. Mines et autres industr. extract.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17. Gaz	—	—	—	—	—	1	2.210	790	158	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18. Électricité	—	—	—	—	—	2	120.300	240.300	240.300	—	—	—	240.000	—	—	—	—	—	1	1.000
19. Constructions électriques	1	50	50	—	—	1	500	932	932	—	—	932	—	1	50	—	—	—	—	—
20. Hôtels, théâtres, cinémas	5	1.610	1.580	1	60	1	6.200	3.800	3.800	—	—	285	—	1	50	—	—	—	1	3.000
21. Imprimerie, publicité	3	203	203	1	25	2	700	1.860	1.860	2	1.250	198	1.610	1	50	—	—	—	2	686
22. Textiles (lin, coton, laine, soie)	4	1.185	1.185	—	—	6	182.950	43.850	43.850	—	—	9.030	35.050	2	1.800	—	—	—	4	18.655
23. Matériaux artificiels et céramiq.	2	2.500	2.500	—	—	4	9.275	23.950	23.950	—	—	2.150	23.950	3	1.580	—	—	—	—	—
24. Métallurgie et constr. mécan.	2	2.450	2.450	1	3	4	31.960	27.460	27.460	2	(1) 278.000	1.590	27.040	1	100	—	—	—	4	14.090
25. Construct. (bât. et trav. publics)	4	254	254	1	25	1	10	290	100	—	—	160	—	—	—	—	—	—	—	—
26. Papeteries (industries)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27. Plantations et sociétés coloniales	1	5.000	4.200	—	—	1	5.000	5.000	2.500	—	—	4.000	—	—	—	—	—	—	1	6.000
28. Produits chimiques	1	100	100	—	—	2	6.504	18.496	18.496	—	—	15.000	3.496	1	170	—	—	—	1	4.000
29. Industries du bois	4	937	937	1	200	1	87	150	150	—	—	587	—	—	—	—	—	—	—	—
30. Tanneries et corroiries	—	—	—	—	—	1	48.000	40.000	40.000	—	—	—	40.000	—	—	—	—	—	—	—
31. Automobiles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
32. Verreries et cristalleries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	17.000
33. Glaceries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
34. Industries diverses	4	809	609	1	20	6	14.350	26.290	25.650	1	45.000	354	22.590	2	2.260	—	—	—	4	4.400
35. Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
36. Chemins de fer vicinaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
37. Navigation et aviation	2	200	150	—	—	1	200	300	300	—	—	—	300	1	1.000	—	—	—	—	—
38. Télégraphes, téléphones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
39. Tramways électriques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
40. Autobus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
41. Transports non dénommés	—	—	—	—	—	1	200	200	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
42. Divers non dénommés	—	—	—	1	400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX...	100	27.994	26.040	22	1.164	60	560.202	557.112	552.561	6	344.250	1.000	70.424	476.845	37	18.086	—	—	36	119.874

(*) Coopératives et Unions du Crédit : 9 sociétés dissoutes au capital minimum de 188.500 francs.
 (1) Emprunt Angleur-Athus : 7 millions de florins P.-B., émis en conversion d'autres emprunts.
 Emprunt John-Cockerill : 10 millions de florins P.-B., émis en conversion d'autres emprunts.

EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

EN AVRIL 1937.

II. — Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé (milliers de francs).

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS			AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Actions)				Émissions d'obligations		Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTIONS DE CAPITAL	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augm. nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant		Apports en nature (compris dans les constitutions et augment. de capital)	Incorporations de réserves au capital (comprises dans les augment. de capital)	Liquid.	Fusions		Montant
													Montant			

1° Selon le lieu où s'exerce leur activité.

En Belgique	99	22.994	21.840	58	552.202	537.112	535.061	6	344.250	1.000	51.424	476.845	18.086	—	115.874
En Belgique et à l'étr.	—	—	—	1	3.000	15.000	15.000	—	—	—	15.000	—	—	—	—
Au Congo Belge	1	5.000	4.200	1	5.000	5.000	2.500	—	—	—	4.000	—	—	—	4.000
TOTAL...	100	27.994	26.040	60	560.202	557.112	552.561	6	344.250	1.000	70.424	476.845	18.086	—	119.874

2° Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé.

Jusqu'à 1 million	97	19.094	17.940	24	14.532	10.832	8.781	2	1.250	—	12.194	3.735	8.841	—	7.686
De plus de 1 à 5 millions	3	8.900	8.100	17	61.094	57.806	55.306	—	—	—	15.730	37.136	9.245	—	32.363
De plus de 5 à 10 millions	—	—	—	9	237.300	68.500	68.500	—	—	1.000	8.500	50.000	—	—	28.700
De plus de 10 à 20 mill.	—	—	—	7	57.700	104.820	104.820	1	20.000	—	34.000	70.820	—	—	51.125
De plus de 20 à 50 mill.	—	—	—	2	69.576	75.154	75.154	1	45.000	—	—	75.154	—	—	—
De plus de 50 à 100 mill.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De plus de 100 millions.	—	—	—	1	120.000	240.000	240.000	2	278.000	—	—	240.000	—	—	—
TOTAL...	100	27.994	26.040	60	560.202	557.112	552.561	6	344.250	1.000	70.424	476.845	18.086	—	119.874

**INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES (1).**

PÉRIODES	Montants calculés d'après les droits d'inscription perçus (cfr. <i>Moniteur belge</i>)
	<i>milliers de fr.</i>
1935 Moyenne mens.	205.146
1936 Moyenne mens.	190.488
1936 Février	175.716
Mars	169.950
Avril	171.535
Mai	193.719
Juin	239.110
Juillet	237.460
Août	173.275
Septembre	173.393
Octobre	197.022
Novembre	158.426
Décembre	183.921
1937 Janvier	176.677
Février	161.638
Mars	193.525
Avril	219.400

**RECOURS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES
D'UTILITE PUBLIQUE A L'EMPRUNT.**

PÉRIODES	ÉMISSIONS PUBLIQUES	OPÉRATIONS BANCAIRES CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE					
		Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis pour le paiement de :				Dépenses ordinaires (Ouverture de crédits gagés par les impôts cédulaires et additionnels)	
		Emprunts directs des pouvoirs publics (2)		Dépenses extraordinaires		Prélèvem. sur compte	Remboursem. nets
en Belgique	à l'étranger						
		<i>milliers de fr.</i>	<i>millions</i>	<i>milliers de francs</i>			
Année 1935	160.000	fr. fr. 700		452.204	145.942	206.355	192.920
Année 1936	2.301.500	£ 8,6 Kr. suéd. 20		389.835	179.622	213.976	244.513
1936 Février	—	£ 8,6 Kr. suéd. 20		33.128	3.023	9.258	15.661
Mars	20.000			38.828	4.352	15.155	9.831
Avril	—			24.040	2.942	12.708	11.211
Mai	—			26.900	4.968	22.013	7.509
Juin	—			34.150	1.144	30.908	12.291
Juillet	—			30.705	2.055	15.055	14.803
Août	400.000			35.899	13.912	30.084	17.438
Septembre	1.375.000			43.687	3.421	22.590	22.684
Octobre	—			48.370	3.276	12.890	21.438
Novembre	110.000			27.803	2.311	16.150	58.272
Décembre	396.500			25.284	135.428	10.006	33.065
1937 Janvier	150.000			25.147	88.053	23.089	32.796
Février	—			22.210	2.030	14.466	17.962
Mars	1.500.000			26.831	3.770	20.802	15.077
Avril	(3) 1.233.000			41.544	2.504	17.740	4.476

(1) Y compris les renouvellements au bout de 15 ans, qui se montent à environ 1 % du total, mais non compris les hypothèques légales.

(2) Dans les pouvoirs publics, on comprend, outre l'Etat, les provinces et les communes, les organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'eau, le Crédit Communal, etc.

(3) Emprunt Société Nationale des Chemins de fer belges de 883 millions de francs, 4 p. c. (dont 613 millions mis en souscription publique à 97,50).

Emprunt Ville d'Anvers de 350 millions de francs, 4 p. c., émis à 97,50.

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES.
Tableau rétrospectif.

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut distribué aux action- naires	Dette obligataire (1)	Coupons d'obliga- tions bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
Année 1935	7.183	4.324	2.859	44.715.205	16.354.906	2.875.215	1.219.768	2.167.319	10.292.678	564.900
Année 1936	7.478	5.478	2.000	44.979.711	17.067.748	4.216.978	1.169.540	2.869.383	10.504.183	565.925
4 premiers mois 1936.....	2.143	2.343	800	12.244.412	4.530.819	1.204.827	459.662	744.231	3.853.286	210.842
4 premiers mois 1937.....	3.202	2.467	735	12.691.822	5.152.525	1.437.674	150.744	981.949	3.752.702	203.317
1936 Février	199	150	49	471.915	140.659	36.077	7.722	20.740	706.928	40.974
Mars	1.259	947	312	4.482.845	2.191.441	428.791	85.615	294.310	644.051	35.729
Avril	1.571	1.153	418	6.780.715	1.935.297	672.822	363.505	415.289	906.630	45.784
Mai	1.160	848	312	8.433.322	4.778.732	860.251	153.399	615.073	924.396	46.611
Juin	654	463	191	2.989.370	822.141	282.482	74.694	175.217	837.025	44.215
Juillet	410	301	109	5.971.791	1.460.188	473.755	104.539	396.095	1.401.242	76.602
Août	174	121	53	1.299.458	298.526	80.695	55.812	51.515	702.846	39.977
Septembre	260	191	69	1.110.356	319.304	111.187	12.670	73.374	626.554	34.328
Octobre	558	423	135	4.725.816	1.260.492	389.515	83.531	240.811	777.495	42.395
Novembre	275	204	71	3.519.082	2.114.035	446.961	39.490	296.191	609.335	30.442
Décembre	283	214	69	2.861.636	1.349.101	259.623	100.769	189.490	772.298	40.526
1937 Janvier	122	108	14	613.547	334.851	94.288	2.378	43.939	1.462.955	80.441
Février	184	141	43	496.115	173.991	42.538	2.991	25.546	762.817	42.833
Mars	1.290	993	292	4.464.918	2.382.966	539.779	37.124	392.085	631.225	34.474
Avril	1.606	1.220	386	7.117.242	2.260.717	761.069	108.251	520.380	895.705	45.569

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

ÉMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES.

(Sociétés anonymes, en commandite par actions et à responsabilité limitée.)

Tableau rétrospectif (milliers de francs).

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS			AUGMENTATIONS DE CAPITAL (ACTIONS)				ÉMISSIONS D'OBLIGA- TIONS		ENSEMBLE DES ÉMISSIONS	PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		ÉMISSIONS NETTES (*)	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant			Montant nominal	Apports en nature (compris dans les constitutions et augmentations de capital)		Incorporations de réserves au capital (comprises dans les augmentat. de capital)
Année 1935	770	1.410.076	1.336.064	256	3.018.270	1.480.408	1.325.847	24	191.650	3.082.134	129.174	2.065.677	—	917.058	
Année 1936	1.085	892.696	773.493	362	2.547.536	2.511.837	2.382.444	30	236.205	3.640.738	64.687	1.235.069	1.534.020	687.740	
4 pr. mois 1936	336	182.809	155.558	78	636.994	355.664	309.515	4	44.900	683.373	19.637	348.451	—	181.169	
4 pr. mois 1937	414	182.385	160.241	177	1.256.603	1.499.499	1.456.077	15	857.850	2.539.734	7.610	162.917	1.067.119	1.251.742	
1936 Février ...	72	41.479	38.334	20	78.974	65.811	44.002	1	34.000	141.290	—	54.623	—	61.713	
Mars	94	41.737	35.430	29	241.455	91.899	77.714	1	400	134.036	14.000	75.599	—	51.945	
Avril	75	21.318	18.330	15	194.943	112.557	103.202	1	4.500	138.375	1.750	100.134	—	27.648	
Mai	90	50.018	38.327	29	65.496	76.246	72.941	3	36.000	162.264	—	87.165	—	60.103	
Juin	116	157.945	156.633	31	410.277	121.898	72.398	4	55.350	335.193	32.500	204.718	—	112.163	
Juillet	87	97.479	84.217	19	62.567	195.563	191.191	1	15.000	308.042	500	252.581	—	38.327	
Août	59	19.484	17.013	8	8.660	37.432	37.362	6	36.200	93.116	—	34.802	—	55.773	
Septembre	65	193.747	148.017	18	60.518	59.500	58.280	1	1.000	259.247	8.750	144.347	—	71.700	
Octobre	70	31.943	22.845	33	412.683	465.630	464.928	3	7.055	504.628	3.300	13.177	445.840	39.111	
Novembre	94	87.595	86.616	35	167.910	216.329	214.373	3	11.750	315.674	—	82.915	204.675	26.249	
Décembre	168	66.676	64.267	111	722.431	983.575	961.456	5	28.950	1.079.201	—	66.913	883.605	104.155	
1937 Janvier ...	108	32.322	30.239	28	135.613	206.601	202.353	1	4.000	242.923	2.400	19.986	188.866	30.140	
Février	90	50.392	39.104	34	302.813	345.195	321.261	3	20.600	416.187	—	23.169	68.511	289.285	
Mars	116	71.677	64.858	55	257.975	390.591	379.902	5	489.000	951.268	4.210	49.338	332.897	555.735	
Avril	100	27.994	26.040	60	530.202	557.112	552.561	6	344.250	929.356	1.000	70.424	476.845	376.582	

(*) Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces.

(1) Antérieurement, ces opérations étaient relativement peu importantes, et nous les comprenons dans les apports en nature.

RENDEMENT DES IMPOTS EN BELGIQUE (d'après le « Moniteur belge »).

1° Recettes fiscales sans distinction d'exercices (non compris les additionnels provinciaux et communaux).

(Millions de francs.)

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
Année 1935	2.625	2.774	2.935	8.334	—
Année 1936	3.028	2.857	3.183	9.068	—
1936 Février	201	225	259	685	1.505
Mars	200	233	279	712	2.217
Avril	226	232	256	714	2.932
Mai	231	231	241	703	3.635
Juin	187	222	239	649	4.284
Juillet	215	242	253	709	4.993
Août	216	242	274	732	5.726
Septembre	251	247	273	771	6.497
Octobre	278	255	303	836	7.333
Novembre	290	228	266	784	8.117
Décembre	396	269	286	950	9.068
1937 Janvier	434	243	278	955	955
Février	208	231	298	737	1.692
Mars	215	249	323	787	2.479
Avril	256	260	322	838	3.317

2° Recettes totales d'impôts effectuées jusqu'au 30 avril 1937 pour les exercices 1936 et 1937
(non compris les additionnels provinciaux et communaux).

(Millions de francs.)

	Exercice 1936		Exercice 1937		Avril 1937	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour	
					l'exerc. 1936	l'exerc. 1937
I. Contributions directes	2.827	2.694	497	483	92	164
II. Douanes et accises	2.846	2.784	956	932	1	259
dont douanes	1.554	1.480	536	507	—	148
accises	1.084	1.287	354	(*) 422	1	91
III. Enregistrement	3.183	3.080	1.218	1.082	—	322
dont enregistrement et transcr.	495	570	185	162	—	53
successions	230	224	67	69	—	14
timbre, taxe de transm.	2.419	2.244	954	838	—	251
Total	8.856	8.559	2.672	2.497	93	745
Différence (±) par rapport aux évaluations budgétaires	+ 297		+ 175			

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile; la remise des déclarations par le contribuable et l'établissement des rôles par l'administration prennent, en effet, un certain temps. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à partir de la clôture de l'exercice.

L'exercice 1936, commencé le 1^{er} janvier 1936, se clôturera le 31 juillet 1937.

L'exercice 1937, commencé le 1^{er} janvier 1937, se clôturera le 31 mai 1938.

(*) Accises et taxes spéciales de consommation.

COURS DES METAUX PRECIEUX A LONDRES.

DATES	Or		Argent		Rapport or — argent
	En sh. et p. par once (2) d'or fin	En francs (1) par kg. d'or fin	En deniers par once (2) au titre stand. (222/240)	En francs (1) par kg. de fin	
1935 2 janvier	140/10 1/2	23.822,36	24 5/8	375,15	63,50
1936 2 janvier	141/4	33.190,87	22 3/8	473,38	70,11
1936 1 ^{er} avril	140/8	33.090,84	19 15/16	422,54	78,31
1 ^{er} mai	140/10	33.082,22	20 5/16	429,86	76,96
2 juin	139/2	33.076,35	19 7/8	425,56	77,72
1 ^{er} juillet	139/0 1/2	33.175,16	19 7/16	417,82	79,40
4 août	138/7 1/2	33.167,67	19 1/2	420,32	78,91
1 ^{er} septembre	138/2 1/2	33.180,40	19 11/16	425,17	78,04
1 ^{er} octobre	140/5 1/2	33.044,66	19 15/16	422,57	78,20
3 novembre	142/2	33.108,04	20 1/8	422,23	78,41
1 ^{er} décembre	141/7	33.047,59	21 1/8	444,22	74,39
1937 4 janvier	141/8	33.114,01	21 1/4	447,49	74,—
1 ^{er} février	142/0 1/2	33.153,14	20 5/16	427,12	77,62
1 ^{er} mars	142/3 1/2	33.194,34	20 3/16	424,27	78,24
1 ^{er} avril	142/1	33.195,70	20 7/8	439,38	75,55
3 mai	140/10	33.094,68	20 5/16	430,02	76,96
1 ^{er} juin	140/9	33.083,58	20 1/4	428,81	77,15

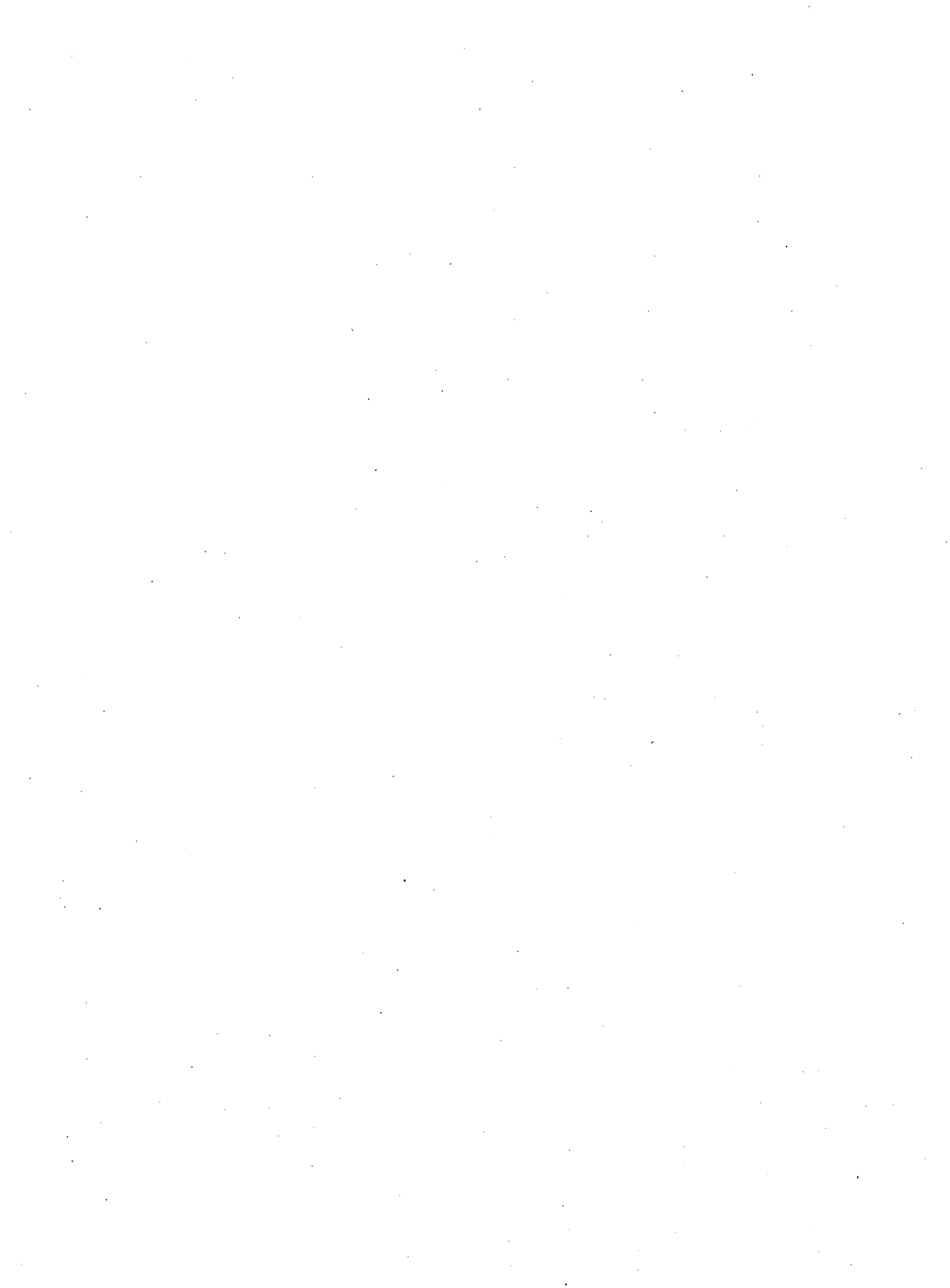
(1) Conversion effectuée au cours de la livre sterling à Bruxelles à la date de la cotation.
(2) L'once troy = 31,103481 grammes.

Banque Nationale de Belgique

Moyennes annuelles et mensuelles des situations hebdomadaires.

(Milliers de francs.)

DATES	Encaissé-or	Portefeuille- effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'étranger	Avances sur fonds publics	Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge (Loi du 27-12-1930 et de 19-7-1932)	Billets en circulation	COMPTES COURANTS		Total des engagements à vue
						Particuliers	Trésor	
Année 1935 { jusqu'au 31 mars	12.497.675	5.874.357	724.515	1.037.962	19.796.655	3.956.095	165.065	23.917.815
Année 1935 { depuis le 1 ^{er} avril	16.881.985							
Année 1936	17.953.947	6.589.943	389.589	792.956	21.697.139	4.335.446	147.496	26.180.081
1936 Mars	16.634.810	5.893.864	455.738	798.981	20.722.516	3.460.855	86.021	24.269.392
Avril	16.909.543	6.095.275	382.152	798.981	21.118.596	3.405.775	134.324	24.658.695
Mai	17.687.980	6.497.675	383.142	798.981	21.348.164	4.380.098	110.510	25.838.772
Juin	18.538.974	6.852.140	407.077	798.981	21.640.938	5.313.298	110.669	27.064.905
Juillet	18.713.674	7.034.540	396.167	788.767	22.131.129	5.133.355	103.312	27.367.796
Août	18.647.240	6.983.622	373.270	786.214	22.411.337	4.689.120	112.216	27.212.673
Septembre	18.562.456	6.785.521	375.037	786.214	22.555.519	4.163.212	211.184	26.929.915
Octobre	18.620.267	6.850.273	350.525	786.214	22.569.031	4.275.057	188.713	27.032.801
Novembre	18.500.435	6.793.699	345.234	786.214	22.328.964	4.396.316	133.757	26.859.037
Décembre	18.627.093	6.838.033	362.284	786.214	22.411.035	4.323.735	318.430	27.053.200
1937 Janvier	18.484.386	6.851.348	267.144	773.512	22.507.552	3.962.683	339.057	26.809.292
Février	18.433.620	6.789.387	174.386	773.512	22.430.180	4.011.518	168.344	26.610.042
Mars	18.310.909	6.831.140	190.653	773.512	22.243.383	3.627.964	666.341	26.537.688
Avril	18.066.128	6.720.904	189.320	773.512	22.102.087	3.227.525	839.364	26.168.976
Mai	17.937.342	6.675.749	184.171	773.512	22.001.173	3.331.232	647.263	25.979.668



15016. Anc. Et. d'Imp. TH. DEWARICHET,
J., M., G. et L. Dewarichet, Frères et Sœurs
Soc. en nom collectif
16, Rue du Bois-Sauvage, BRUXELLES
